



EURO-MEDITERRANEAN HUMAN RIGHTS NETWORK

RÉSEAU EURO-MÉDITERRANÉEN DES DROITS DE L'HOMME

الشبكة الأوروبية - المتوسطية لحقوق الإنسان

## ASILE ET MIGRATIONS DANS LE MAGHREB

2012



FICHE DE RENSEIGNEMENTS:  
**ALGERIE**

Copenhague – Décembre 2012  
Réseau euro-méditerranéen des droits de l'Homme  
Vestergade 16 – 1456 Copenhague K – Danemark  
Téléphone : + 45 32 64 17 00 – Télécopie : + 45 32 64 17 02  
Site Web : [www.euromedrights.org](http://www.euromedrights.org)

© Copyright 2012 Réseau euro-méditerranéen des droits de l'Homme

### Informations bibliographiques

**Titre :** Asile et migrations dans le Maghreb – Fiche de renseignements par pays : Algérie – **Auteur :** Sara Guillet – **Auteur collectif :** Réseau euro-méditerranéen des droits de l'Homme (REMDH) – **Publication :** Réseau euro-méditerranéen des droits de l'Homme (REMDH) – **Date de première publication :** septembre 2010 – 37 pages – **Date de deuxième publication :** décembre 2012 – 56 pages

**ISBN :** 978-87-92990-11-2

**Langue d'origine :** français – **Traduction en anglais :** Peter Cummings – **Traduction en arabe :** Leïla Hicheri – **Coordination des traductions :** Jaime Guitart Vilches – **Mise en page :** Sarah Raga'ei (Studio Mostahfazan ) – **Termes de l'index :** Droits de l'Homme, Protection légale, Migration, Asile, Droit à l'éducation, Droit au travail, Droit à la santé, Détention, Expulsion – **Termes géographiques :** Pays méditerranéens/ Maghreb



<b>Introduction</b>	6
<b>Cadre général</b>	9
<b>A. Asile</b>	13
A.1. De jure	13
A.2. De facto	14
A.3. Rôle du HCR	16
A.4. Droits des réfugiés et des demandeurs d'asile	21
<b>B. Migrations</b>	25
B.1. Entrée et séjour réguliers	25
B.2. Entrée, sortie et séjour irréguliers (sans papiers)	28
B.3. Droits des travailleurs migrants	42
B.4. Rôle de l'OIM	43
<b>C. Organisations de la société civile</b>	45
C.1. Présence et activités	45
C.2. Violence à l'égard des femmes migrantes	49
<b>D. Rédaction de rapports sur les droits des migrants, des réfugiés statutaires et demandeurs d'asile</b>	50
D.1. Rapports généraux	50
D.2. Violence à l'égard des femmes migrantes	52
<b>Annexe : Principales organisations de la société civile qui œuvrent dans le domaine des migrations et de l'asile</b>	54



## Introduction

Dès la fin de l'année 2010 et le début de l'année 2011, l'Afrique du Nord a connu des manifestations qui ont engendré une série de mouvements de protestation sans précédent. Ces mouvements ont poussé près d'un million de personnes à fuir vers les pays voisins, notamment l'Égypte, la Tunisie et l'Algérie, celle-ci accueillant aussi des flux migratoires importants en provenance d'Afrique subsaharienne composés de demandeurs d'asile et de migrants.

Si, en dépit de l'amélioration de sa situation financière, l'Algérie demeure un pays d'émigration, elle est en train de se transformer, lentement mais sûrement, en un pays d'accueil pour immigrants. La fixation de ces migrants en Algérie s'explique par le durcissement de la législation sur l'immigration dans l'Union européenne, par la généralisation de l'espace Schengen et par la crise financière mondiale, qui a mis nombre de pays occidentaux dans une situation de récession, mais aussi par l'embellie dont jouit l'Algérie depuis quelques années, avec tout ce que cela implique, pour ces migrants provenant surtout du Mali et du Niger, comme débouchés en termes d'emplois qu'ils ne trouvent plus dans leurs pays.

Selon les statistiques du CISP (Comité international pour le Développement des Peuples), 70 pour cent des migrants se fixent de manière définitive en Algérie. Quant au reste, une partie est en transit pour gagner l'Europe, une deuxième souhaite retourner au pays mais n'en a pas les moyens, et une troisième souhaite obtenir le statut de réfugié.

Cette immigration subsaharienne en Algérie est plus masculine que féminine, composée essentiellement de jeunes dont l'âge moyen est de 26 ans. Néanmoins, elle est aussi caractérisée par une féminisation croissante au cours des dernières années. Il est difficile d'obtenir des chiffres exacts sur cette population et les chiffres dont nous disposons grâce aux enquêtes du CISP sont les suivants : entre 60 000 et 85 000 migrants subsahariens, dont 26 000 en situation irrégulière. Le nombre d'arrestations de migrants en situation irrégulière était de 7 824 par an en 2008, et il est en constante augmentation.

Les Maliens, les Nigériens et les Algériens de l'extrême Sud, les Touaregs, ont toujours circulé librement dans le Grand Sahara. L'Algérie indépendante a même institutionnalisé cette libre circulation sur son territoire, en lui donnant un cadre légal. Des traités bilatéraux ont été signés, qui permettent aux Maliens et aux Nigériens d'entrer en Algérie et d'y séjourner pendant une durée de 90 jours sans qu'un visa leur soit demandé.

*Textes juridiques*

Bien que l'Algérie ait ratifiée, en 1963, la Convention de Genève relative au statut des réfugiés et, en 2004, la Convention des Nations Unies sur la protection des travailleurs migrants, il n'existe toujours pas de législation relative à la migration et/ou à l'asile en Algérie, mais seulement une loi portant sur l'entrée, le séjour et la circulation des étrangers. Cette législation est restée inchangée de 1966 à 2008 et la loi n° 08-11 du 25 juin 2008 l'a alignée sur la législation migratoire de la Tunisie et du Maroc. Constituée de 52 articles, elle punit sévèrement la migration irrégulière, et concerne autant le migrant que le transporteur, l'employeur, les complices ou le logeur.

L'article 132 de la constitution algérienne stipule que les traités ratifiés par l'Algérie sont supérieurs à la loi. Mais très souvent, les autorités algériennes n'appliquent que la loi 08-11 relative aux conditions d'entrée de séjour et de circulation des étrangers.

*Ce qui est prévu spécifiquement pour les migrants, et la réalité vécue dans la vraie vie*

Malheureusement, rien n'est prévu pour les migrants dans la législation algérienne, spécialement sur la question de l'accès à la justice, aux soins, au travail ou au logement. Les seules règles appliquées sont la loi relative aux étrangers pour leur entrée et leur séjour en Algérie, et les règles du code de déontologie médicale pour l'accès aux soins.

Les migrants sont souvent arrêtés lors de contrôles d'identité dans la rue, ou lors de descentes effectuées par les forces de l'ordre dans leurs lieux de résidence habituelle, et ils sont ensuite poursuivis pour entrée et séjour irréguliers sur le territoire algérien, en vertu des articles 4-7-8-9-44 et 45 de la loi 08-11. Les jugements prononcés à l'issue des procès fixent des peines allant de 2 à 6 mois de prison avec sursis, accompagnées parfois d'un ordre d'expulsion, bien que cette mesure ne relève pas des prérogatives du juge mais de celles du ministre de l'Intérieur, selon l'article 30 de la même loi. Les expulsions sont généralement appliquées aux migrants récidivistes ou reconnus coupables de graves délits ou de trouble à l'ordre public. Quant aux autres, ils sont libérés après leur passage au commissariat central, et la police leur remet un ordre de quitter le territoire algérien dans un délai de 15 jours.

Malgré la mise en place et l'application de la loi relative aux étrangers, les soins restent accessibles pour les migrants dans l'ensemble des hôpitaux algériens. Cela est largement lié au fait que l'accès aux soins est pratiquement gratuit.

En revanche, les migrants qui travaillent dans le secteur informel n'ont pas accès aux avantages sociaux, dans la mesure où ils ne sont pas déclarés par leurs employeurs. Quand bien même leurs employeurs voudraient les déclarer, la loi interdit de recruter des étrangers non munis d'un permis de travail. Il en est de même pour les travailleurs étrangers réguliers. Les seuls avantages auxquels ces derniers ont accès sont ceux qui sont garantis par le système de la sécurité sociale (remboursement des frais des

soins). Mais ils n'ont pas le droit, par exemple, au logement social.

### *Les actions de plaidoyer des associations en Algérie*

On peut observer une augmentation d'actions de plaidoyer parmi certaines associations en Algérie – telles que la Ligue algérienne de défense des droits de l'Homme et le SNAPAP – au cours des dernières années. Ces actions de plaidoyer sont axées sur plusieurs points, tels que l'application des conventions internationales ratifiées par l'Algérie, la lutte contre la discrimination que subissent les migrants dans l'accès aux droits et le relâchement de la pression policière, particulièrement dans les structures de soins, à l'égard des migrants et des soignants. Parallèlement, on peut observer une plus grande implication des associations pour venir en aide aux migrants, ainsi qu'une amélioration des contacts entre associations et autorités, à l'instar du travail de sensibilisation effectué par le HCR auprès des commissariats de police sur son travail et les documents qu'il délivre, ainsi que sur la Convention de 1951. Cela a contribué à une diminution du nombre d'arrestations de réfugiés en zone urbaine, mais les premiers contacts avec ces autorités n'ont pas toujours été faciles.

### *Conclusion*

La présence des migrants subsahariens en Algérie n'est pas un phénomène conjoncturel. Cette présence est structurelle et s'impose dans le cadre des migrations frontalières (dites aussi alternantes) et des conventions bilatérales entre l'Algérie et les pays voisins (Niger et Mali).

D'autre part, la migration de transit des migrants subsahariens vers les pays du Nord est liée à une série de perturbations conjoncturelles du fonctionnement du marché du travail au Sud de l'Algérie, aux crises sociales ponctuelles, politiques, économiques et même climatiques des pays d'origine, qui dépassent largement le cadre de la simple gestion d'une migration frontalière. Dans ce contexte, ce sont les réseaux de passeurs, en Afrique et en Europe, qui sont les principaux bénéficiaires de cette migration de transit et cette approche unidimensionnelle à la gestion des flux migratoires – souvent au détriment des migrants et réfugiés.

Enfin, la migration irrégulière et durable, en nette augmentation, constitue le lot de tous ceux qui fuient la misère des pays du Sahel et parfois les conflits armés, mais aussi de ceux qui sont découragés par de vaines tentatives d'atteindre l'Europe et qui se résignent, faute de mieux, à tenter de se fixer durablement dans les pays du Maghreb. Ce dernier type de migration concerne plus particulièrement les personnes provenant des pays frontaliers de l'Algérie et les tranches d'âge les plus élevées (plus de 40 ans). Dans ce cas, la tendance est à une immigration de plus en plus stable au Maghreb, qui devient peu à peu une terre de destination plus qu'un espace de transit.

## Cadre général

### Ratification des instruments internationaux

**Convention de 1951/Protocole de 1967 :** Oui

- L'Algérie a ratifié la Convention en 1963 et le Protocole en 1967, sans formuler de réserves.

**Convention internationale relative aux droits de tous les travailleurs migrants :** Oui

- L'Algérie a ratifié la Convention, avec des réserves sur l'article 92, alinéa 1. L'Algérie a ratifié la Convention par décret présidentiel n° 04-441 du 29 décembre 2004, publié au numéro 2 de l'année 2005 du 05 Janvier 2005 du *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.
- D'après les informations données par l'Algérie dans son rapport au Comité des travailleurs migrants, cette ratification en 2004 « devrait entraîner des changements importants, notamment dans le Code du travail et la loi sur l'emploi des étrangers en Algérie » (CMW/C/DZA/1 du 22 juillet 2008, par. 6). « Le processus d'adaptation du cadre juridique algérien à ces conventions internationales a été largement entamé. Il devrait aboutir rapidement à une intégration des normes internationales dans la législation nationale. » (*Id.*, par. 5)

*Reconnaissance des compétences du Comité pour les droits des travailleurs migrants :*

Communications d'Etats tiers (article 76)	Non
Communications émanant d'individus (article 77)	Non

*Etat de soumission du rapport périodique*

- L'Algérie a remis son rapport initial au Comité en 2008. Ce document, daté du 22 juillet 2008, porte la cote : CMW/C/DZA/1 du 22 juillet 2008.

- L'Algérie a présenté son rapport initial au Comité des travailleurs migrants les 26 et 27 avril 2010 à Genève. Le REMDH a assisté à cette présentation publique et entendu les explications de la délégation algérienne venue d'Alger sur la mise en œuvre de la Convention sur la protection des travailleurs migrants en Algérie. Elles sont résumées dans le communiqué de presse publié par l'ONU à l'issue de la session, en français<sup>1</sup> et en anglais<sup>2</sup>. Les conclusions et recommandations du Comité sont disponibles sur le site du Comité en cliquant sur « Algérie »<sup>3</sup>.

### Coopération avec le Rapporteur spécial sur les droits de l'Homme des migrants

Au mois de novembre 2012, l'Algérie n'avait pas adressé d'invitation ouverte aux procédures spéciales des Nations Unies. De son côté, le Rapporteur spécial sur les droits de l'Homme des migrants n'avait pas demandé aux autorités algériennes à se rendre dans le pays. Enfin, le Rapporteur spécial n'avait pas encore saisi les autorités du pays concernant des violations des droits de l'Homme perpétrées à l'encontre de migrants.

### Autres instruments pertinents

#### Conventions internationales des droits de l'Homme que le pays a ratifiées ou auxquelles il a accédé :

» PIDCP	Oui
» PIDESC	Oui
» CEDAW	Oui
Réserves sur les articles 2(9)§2, 15§4, 16 et 29§1	
» CIDE	Oui
(avec réserves sur l'article 14, alinéas 1 et 2, et les articles 13-16-17)	
» CAT	Oui
et déclaration reconnaissant la compétence du Comité contre la torture pour recevoir et examiner des communications présentées par ou pour le compte de particuliers (article 22 de la CAT)	
» CERD	Oui
et déclaration relative à l'article 14 de la CERD pour recevoir et examiner des communications de personnes ou de groupes	

<sup>1</sup> <http://www.ohchr.org/en/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=9989&LangID=F>

<sup>2</sup> <http://www.ohchr.org/en/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=9989&LangID=F>

<sup>3</sup> <http://www2.ohchr.org/english/bodies/cmw/sessions.htm>

**Protocoles facultatifs**

» PIDCP – 1 <sup>er</sup>	Oui
» PIDCP – 2 <sup>ème</sup>	Non
» PIDESC	Non
» CAT	Non
» CEDAW	Non

**Organisation internationale du Travail**

Convention N°97 de 1949 sur les travailleurs migrants  
(Le 19 octobre 1962, mais à l'exclusion des dispositions de l'annexe II) Oui

Convention N° 143 de 1975 sur les travailleurs migrants Non

Conventions fondamentales de l'OIT non encore ratifiées : Aucune

*L'Algérie a ratifié les 8 conventions fondamentales de l'OIT :*

- Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 : 19/10/1962
- Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949 : 19/10/1962
- Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930 : 19/10/1962
- Convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957 : 12/06/1969
- Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 : 12/06/1969
- Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951 : 19/10/1962
- Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973 : 30/04/1984
- Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999 : 09/02/2001

### Union Africaine

#### Convention de l'OUA régissant les aspects propres aux problèmes de réfugiés en Afrique

Oui

Par Ordonnance n° 73-34 du 25 juillet 1973 portant ratification de la Convention.

### Remarques générales

Les engagements internationaux de l'Algérie apportent un cadre juridique complet permettant de garantir le respect des droits de l'Homme des migrants, réfugiés et demandeurs d'asile. Ils ouvrent la possibilité aux victimes de violations de ces droits ou à leurs représentants de former des recours devant les organes internationaux sur des cas de violation (Comité des droits de l'Homme, CAT, CERD, procédures spéciales).

## A. Asile

### A.1. De jure

#### Principaux textes qui gouvernent le statut des réfugiés et des demandeurs d'asile

Les conventions sur l'asile (Convention de 1951 et Convention de l'OUA) font partie du droit positif algérien, puisque l'article 132 de la Constitution stipule que « les traités ratifiés par le Président de la République, dans les conditions prévues par la Constitution, sont supérieurs à la loi ». Il n'existe pas de disposition spécifique sur l'asile dans la Constitution, hormis l'article 69, qui interdit l'extradition des réfugiés : « En aucun cas un réfugié politique bénéficiant légalement du droit d'asile ne peut être livré ou extradé ».

Complétant l'article 132 de la Constitution, le Conseil constitutionnel a déclaré que : « Considérant qu'après sa ratification et dès sa publication, toute convention s'intègre dans le droit national et, en application de l'article 132 de la Constitution, acquiert une autorité supérieure à celle des lois autorisant tout citoyen algérien de s'en prévaloir devant les juridictions, tel est le cas notamment des pactes des Nations Unies de 1966, approuvés par la loi n°89-08 du 25 avril 1989 et auxquels l'Algérie a adhéré par décret présidentiel n° 89-67 du 16 mai 1989, ainsi que la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples ratifiée par décret n°87-37 du 3 février 1987, ces instruments juridiques interdisant solennellement les discriminations de tout ordre » (décision n°1/D.LCC/89 du 20 août 1989 relative au code électoral).

Un demandeur d'asile ou un réfugié en Algérie doit donc pouvoir bénéficier de la protection de l'article 13 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (« *Un étranger qui se trouve légalement sur le territoire d'un Etat partie au présent Pacte ne peut en être expulsé qu'en exécution d'une décision prise conformément à la loi et, à moins que des raisons impérieuses de sécurité nationale ne s'y opposent, il doit avoir la possibilité de faire valoir les raisons qui militent contre son expulsion et de faire examiner son cas par l'autorité compétente, ou par une ou plusieurs personnes spécialement désignées par ladite autorité, en se faisant représenter à cette fin* ») puisqu'il est « un étranger qui se trouve légalement sur le territoire ». En effet, bien que la loi du 25 juin 2008 relative aux conditions d'entrée, de séjour et de circulation des étrangers en Algérie soumette l'accès au territoire à diverses

conditions (voir *infra*), elle introduit pour les demandeurs d'asile et les réfugiés une dérogation aux règles de l'entrée sur le territoire (article 7) et au principe de l'expulsion des étrangers entrés ou séjournant illégalement dans le pays (article 42).

Le Décret n° 1963-274 du 25 juillet 1963 fixant les modalités d'application de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés a créé un Bureau algérien pour les réfugiés et les apatrides (BAPRA) afin de garantir la protection juridique et administrative des réfugiés et des apatrides et assurer la mise en œuvre de la Convention de 1951 sur l'asile. C'est l'institution algérienne chargée de reconnaître la qualité de réfugié « à toute personne qui relève du mandat du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés ou qui répond aux définitions de l'article premier de la Convention du 28 juillet 1951 susvisée ». Pour que le BAPRA puisse s'acquitter de cette tâche, le décret de 1963 prévoit la création d'une commission de recours réunissant des représentants de trois ministères (Justice, Affaires étrangères, Travail et Affaires sociales) et du HCR. Mais en pratique, les autorités n'ont pas demandé au HCR de désigner ses représentants dans cette commission. Le rôle de cette institution est exposé plus bas.

## A.2. De facto

On peut distinguer trois catégories de réfugiés et demandeurs d'asile en Algérie :

- **Les Sahraouis** : arrivés du Sahara occidental en 1975 et 1976, ils vivent depuis lors dans les camps de Tindouf, au sud-ouest du pays. D'après les autorités algériennes, ils seraient 165 000 personnes reconnues réfugiées. Ils constituent la majorité des réfugiés en Algérie et n'entrent pas dans le champ de la présente recherche : les nombreuses spécificités de leur histoire et de leur situation conduisent à les distinguer de la situation des autres catégories de réfugiés.
- **Les Subsahariens** : il s'agit de ressortissants de la République Démocratique du Congo (RDC), du Cameroun, de Côte d'Ivoire, du Liberia et du Nigeria.
- **Les autres : Palestiniens, Irakiens, Syriens...** : au mois de janvier 2012, l'Algérie comptait 4 020 réfugiés palestiniens selon l'appel global le plus récent du HCR (2012-2013). Du fait qu'ils ont la possibilité d'entrer en Algérie sans visa, bon nombre d'entre eux n'ont pas approché le HCR. Le HCR a néanmoins quelques dossiers en cours, pour des demandeurs qui

ont pu avoir un titre de séjour en tant qu'étudiants. Dans son *2012 Country Operation Profile – Algeria*<sup>4</sup>, le HCR indique qu'un nombre indéterminé de réfugiés irakiens vivent aussi en Algérie, mais qu'ils sont bien intégrés.

Le Bureau algérien pour les réfugiés et les apatrides (BAPRA), mis en place en 1963 sur la base du décret cité ci-dessus (section A.1), dépend du ministère des Affaires étrangères. Bien qu'il ait reçu compétence pour se prononcer sur les demandes d'asile et reconnaître le statut de réfugié des personnes enregistrées comme telles par le HCR, le taux de reconnaissance pour les demandeurs d'asile subsahariens est invariablement de 0%. Il n'existe pas d'informations officielles accessibles sur ses activités et ses méthodes de travail (une recherche Internet ne fait apparaître qu'un séminaire de formation sur le droit d'asile pour ses fonctionnaires, en 1990). Interrogée en avril 2010 par le Comité des travailleurs migrants des Nations Unies sur les modalités et les critères présidant à la détermination du statut de réfugié, la délégation algérienne a indiqué que la procédure de reconnaissance de la qualité de réfugié était conduite « avec l'assistance du HCR », sans préciser le rôle du BAPRA. Elle a par ailleurs indiqué qu'un nouveau texte réglementaire visant à rénover cette institution et à redéfinir ses attributions était en préparation, sans pour autant préciser sur quoi porteraient les modifications attendues ni indiquer d'échéance pour l'adoption de ce règlement.

D'après les informations obtenues auprès de réfugiés subsahariens, le demandeur d'asile doit remplir un formulaire dans lequel il doit notamment exposer les motifs qui l'ont poussé à quitter son pays. Jusqu'au milieu des années 2000, le demandeur était alors reçu au BAPRA et interrogé par un fonctionnaire, mais il semble que désormais les demandeurs ne soient plus convoqués à un entretien. Le BAPRA transmet ensuite le dossier au commissariat central, qui convoque le demandeur d'asile afin d'enregistrer les données le concernant, y compris ses empreintes digitales. Le BAPRA statue alors sur la demande et transmet sa décision au HCR, qui la notifie au demandeur d'asile.

Les décisions du BAPRA concernant les demandes d'asile de ressortissants de pays subsahariens, dans tous les cas de rejet, ne sont pas motivées. Le fait que la représentation du HCR à Alger leur ait reconnu le statut de réfugié au titre de la Convention de 1951 et leur ait délivré une carte de réfugié ne change rien à cette décision. Tous les réfugiés et demandeurs d'asile subsahariens restent donc des migrants illégaux, si bien que les dispositions de la loi du 25 juin 2008 qui les soustraient aux obligations liées à l'entrée sur le territoire (article 7) et à la peine de 2 à 5 ans d'emprisonnement en cas d'arrêté d'expulsion (article 42) sont inopérantes pour cette catégorie de réfugiés.

<sup>4</sup> <http://www.unhcr.org/cgi-bin/texis/vtx/page?page=49e485e16>

### A.3. Rôle du HCR

**Y a-t-il un ou plusieurs bureaux du HCR dans le pays ?**

Oui

Un bureau à Alger et une sous-délégation et unité de terrain à Tindouf, qui prend en charge les activités liées aux réfugiés sahraouis.

**Précisez quand ce ou ces bureaux ont amorcé leurs opérations, et donnez leur adresse et numéros de téléphone :**

Il y a eu une représentation honoraire du HCR à partir de 1979. Le bureau a ouvert en 1985. Fin 2007, il a été la cible d'un attentat (voir le communiqué de presse du HCR du 11 décembre 2007<sup>5</sup>). Ce n'est qu'en juillet 2008 que les activités ont pu reprendre, et en 2009 qu'elles ont retrouvé un rythme normal.

Coordonnées :

Bureau à Alger  
128 chemin Bachir El-Ibrahimi  
Poirson,  
El-Biar, Alger 16000  
+213 21 92 40 90

Bureau à Tindouf  
89 - 90 rue Moussani  
Tindouf  
+ 213 49 92 3555 et + 213 49 92 3265

**Le HCR jouit-il d'un statut juridique officiel lui permettant d'agir dans le pays ?**

Oui

En 1984, un accord de siège a été conclu avec l'Etat algérien.

**Accès à la procédure d'asile**

La représentation du HCR est à Alger, et la circulation de ses représentants dans le pays est soumise à l'autorisation des autorités algériennes (délivrance d'un « security clearance »). Ses représentants se déplacent régulièrement dans d'autres villes mais pas au Sud du pays, le HCR n'ayant adressé aucune demande aux autorités pour pouvoir s'y rendre. Cela pose la question de l'accès à l'asile pour les migrants subsahariens, dont la majorité se trouve dans le Sud, souvent pendant plusieurs mois et parfois pendant plusieurs années, le temps de gagner

<sup>5</sup> « Le Haut Commissaire de l'UNHCR António Guterres condamne les attentats d'Alger »

suffisamment d'argent pour poursuivre leur parcours.

Interrogé sur ce point, le HCR considère que, dans la mesure où les migrants qui ont l'intention de demander l'asile connaissent l'existence de la représentation du HCR à Alger et sont décidés à faire le nécessaire pour s'y rendre, leur accès à la procédure d'asile n'est pas entravé. Pour autant, le HCR y voit un sujet de préoccupation, puisque l'un des objectifs annoncés par l'institution pour 2012 est précisément une amélioration à l'accès à l'asile à travers une augmentation de 20% de la capacité du HCR à enregistrer les demandeurs d'asile et à déterminer leur demande, ainsi qu'une amélioration des conditions de réception.<sup>6</sup>

La question de l'accès à la procédure d'asile se pose aussi pour les migrants qui sont ou seront détenus dans les centres d'attente. Le HCR n'a pas d'information sur ces centres, dont la création est prévue par la loi du 25 juin 2008 :

*« Il peut être créé, par voie réglementaire, des centres d'attente, destinés à l'hébergement des ressortissants étrangers en situation irrégulière en attendant leur reconduite à la frontière ou leur transfert vers leur pays d'origine » (article 37).*

D'après plusieurs sources d'information, ces centres de rétention sont prévus par la loi mais n'existent pas encore.

**Le HCR procède-t-il à la détermination  
du statut de réfugié (DSR) et à l'enregistrement des réfugiés ?**

Oui

Trois personnes travaillent à l'enregistrement des demandes d'asile : un informaticien, un *registration clerk* et un *field clerk*. Pour déposer leur demande d'enregistrement, les demandeurs d'asile sont invités à envoyer un fax indiquant leur numéro de téléphone. Le HCR leur téléphone alors pour leur fixer un rendez-vous, en fonction de l'ordre d'arrivée de leur fax. Un nombre maximum de rendez-vous est fixé pour chaque journée d'enregistrement, mais le HCR prend en compte de façon prioritaire les personnes les plus vulnérables.

D'après les informations recueillies auprès de la représentation du HCR à Alger, entre 10 et 20 demandes d'asile sont enregistrées chaque semaine, en fonction de la capacité de l'équipe. Chaque demandeur d'asile reçoit alors un certificat couvrant la période allant du jour de l'enregistrement à la date prévue pour la notification de la décision. D'après le HCR, il faut compter deux mois pour la convocation à un entretien, puis trois mois minimum pour la notification de la décision du HCR, soit un délai d'environ cinq mois au total. Par ailleurs, il faut noter que le HCR a accru ses capacités de 20% pour faire face aux demandes, dont le nombre a augmenté suite aux conflits qui ont

<sup>6</sup> 2012 UNHCR Country Operations Profile – Algeria, <http://www.unhcr.org/pages/49e485e16.html> (en anglais)

éclaté dans plusieurs pays d'Afrique.

Deux agents d'éligibilité sont chargés de procéder à la détermination du statut de réfugié. L'assistante chargée des affaires juridiques le fait aussi de façon ponctuelle. Selon le bureau du HCR à Alger, étant donné le faible nombre de demandes, il n'est pas nécessaire de recourir à la procédure de reconnaissance *prima facie* : le personnel du HCR suit la procédure de reconnaissance individuelle. Une procédure de recours existe au sein du HCR.

Les personnes reconnues comme réfugiées se voient délivrer une carte de réfugié. Cette carte, non falsifiable, est venue remplacer les certificats délivrés par le HCR jusqu'à la fin de l'année 2009, et elle est valable un an.

#### **Quel est le nombre de réfugiés et de demandeurs d'asile reconnus par le HCR à l'heure actuelle ?**

Selon le HCR Alger, le nombre de réfugiés résidant actuellement dans les zones urbaines est de 140, et celui des demandeurs d'asile est de 670 (2011).

**Spécifiez le nombre total ainsi que la distribution par pays d'origine, âge et sexe :**

Population	Origine	Total	Assistés par le HCR	Pourcentage de femmes	Pourcentage de mineurs (- de 18 ans)
Réfugiés	Sahara occidental	90 000	90 000	-	-
	Territoires palestiniens occupés	4 000	10	-	-
	Autres	130	130	41	34
Demandeurs d'asile	Cameroun	300	300	37	13
	Côte d'Ivoire	210	210	28	8
	Autres	310	310	19	12
<b>Total</b>		<b>94 950</b>	<b>90 960</b>		

Source : Rapport Global Algérie 2011<sup>7</sup>. UNHCR

<sup>7</sup> Le gouvernement algérien estime que 165 000 réfugiés résident dans les camps sahraouis aux alentours de Tindouf.

## La réinstallation

Etant donné la situation de non-droit dans laquelle se trouvent les réfugiés subsahariens en Algérie, certains d'entre eux aspirent à être réinstallés dans d'autres pays. Mais cette solution n'est pas un axe prioritaire pour le HCR : 11 réfugiés ont été réinstallés entre 2008 et 2011, et quelque 30 réfugiés font l'objet de demande de réinstallation. Les principaux pays de réinstallation sont les Etats-Unis, le Canada, la Suède et la Norvège. Le HCR énonce comme l'un de ses objectifs clés pour 2012 la « réinstallations des 30 réfugiés les plus vulnérables.<sup>8</sup> »

## Les statuts de réfugié accordés par le HCR sont-ils reconnus par les autorités locales ?

D'après le décret de 1963, le Bureau des réfugiés et des apatrides : « [...] (b) reconnaît la qualité de réfugié à toute personne qui relève du mandat du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés ou qui répond aux définitions de l'article premier de la Convention du 28 juillet 1951 susvisée » (article 2).

En réalité, le BAPRA ne reconnaît pas le statut de réfugié aux Subsahariens (voir *supra*), qui ne reçoivent aucun titre de séjour ou autre document de la part des autorités algériennes. Lors d'un contrôle d'identité, les policiers ne prennent pas souvent en compte la carte de réfugié délivrée par le HCR que les réfugiés leur présentent, et qu'en général ils ne connaissent pas. Cette carte ne protège donc pas les réfugiés des arrestations. Elle ne les protège pas non plus des expulsions et reconduites à la frontières, effectuées sur la base d'un arrêté délivré par des juges qui ne sont pas non plus formés sur la Convention de 1951 ni sur le rôle du HCR. En somme, tout réfugié, et a fortiori tout demandeur d'asile, est susceptible d'être arrêté, détenu et refoulé à tout moment pour être entré illégalement sur le territoire algérien, parce que les autorités ne connaissent pas leur statut.

Face à cette situation, le HCR effectue un travail de terrain pour sensibiliser les commissariats de police sur son travail et sur la Convention de 1951. Il semblerait qu'une évolution commence à se dessiner grâce à ces efforts et que, d'après le HCR, les arrestations soient moins fréquentes. Il n'existe pas de statistiques, et ces tendances sont difficiles à vérifier et à mesurer. Mais le HCR donne plusieurs exemples dans lesquels il a été alerté par la gendarmerie de l'arrestation de réfugiés ou de demandeurs d'asile et a pu intervenir auprès des autorités de telle sorte que la personne arrêtée, présentée au tribunal, a pu obtenir la relaxe, conformément à l'article 42 de la loi du 25 juin 2008 précité. Le HCR souligne que ce travail ponctuel de sensibilisation sur le terrain devrait être renforcé à plus grande échelle par des programmes de formation destinés aux responsables de l'application des lois.

<sup>8</sup> 2012 UNHCR Country Operations Profile – Algeria, <http://www.unhcr.org/pages/49e485e16.html> (en anglais)

**Outre la procédure de reconnaissance du statut de réfugié, quelles sont les autres formes d'aide que le HCR fournit aux réfugiés (aide directe, microprojets, etc.), et de quelle manière s'effectue la prestation de cette aide (partenaires locaux, procédures, etc.) ?**

Le HCR apporte une aide aux réfugiés dans les domaines du logement, de l'éducation des enfants, des soins médicaux et de l'aide sociale. Cette aide n'est pas délivrée par le HCR directement mais par ses « *implementing partners* », c'est-à-dire des organisations qui reçoivent à cette fin des financements du HCR. Il s'agit des organisations suivantes (regroupées sous le vocable « ONG » sur le site du HCR) :

- Les Scouts algériens musulmans : le partenariat avec les scouts s'inscrit dans le cadre du partenariat du HCR avec le Réseau algérien pour la défense des droits de l'enfant (NADA) ;
- SOS Femmes en détresse ;
- Association de Femmes algériennes pour le Développement ;
- Ligue algérienne de Défense de Droits de l'Homme (LADDH) ;
- Association Rencontre et Développement ;
- Association nationale d'Information et de Communication en milieu de jeunes – « Info-Com Jeunes » ;
- Croissant-Rouge algérien ;
- Caritas Algérie.

L'aide apportée par le HCR avec ses « *implementing partners* » se décline de la façon suivante :

- Aide au logement : organisée par l'association SOS Femmes en détresse depuis fin 2009 (date du début du partenariat avec le HCR pour le logement des réfugiés et des demandeurs d'asile). Le HCR a engagé ce partenariat en vue de l'aide au logement en se basant notamment sur ses directives de septembre 2009 concernant l'assistance des réfugiés en milieu urbain ainsi que sur son approche AGDM (Age, Gender and Diversity Mainstreaming), qui ont mis en évidence l'importance des besoins pour les réfugiés et les demandeurs d'asile.

- Aide sociale : alimentaire (panier repas donné par SOS Femmes en détresse), funérailles (financement des funérailles, organisées par l'association Rencontre et Développement).
- Aide à la scolarisation des enfants : organisée par l'association Rencontre et Développement. Une quarantaine d'enfants réfugiés sont inscrits dans une dizaine d'écoles privées agréées par l'Etat, à qui Rencontre et Développement paie les frais d'inscription mensuels. L'association finance aussi le trousseau des fournitures scolaires pour chaque enfant. Cette aide à la scolarisation a été élargie depuis 2010, du fait d'un nouveau partenariat engagé avec le Réseau algérien pour la défense des droits de l'enfant (NADA). En effet déjà en 2011 cette association a réussi à scolariser 10 enfants réfugiés âgés de 5 à 14 ans de différentes nationalités (angolaise, ivoirienne, congolaise et camerounaise) dans des écoles à Alger.
- Aide médicale : délivrée à travers le partenariat du HCR avec une pharmacie et avec un centre d'analyse médicale.

A Annaba, l'Association de Femmes algériennes pour le Développement<sup>9</sup> apporte également une aide aux réfugiés en tant qu'association partenaire du HCR.

#### A.4. Droits des réfugiés et des demandeurs d'asile

**Le cadre existant protège-t-il les droits des réfugiés et des demandeurs d'asile de manière effective ? Expliquez.**

Il n'existe pas en Algérie de système garantissant le droit d'asile. Bien que le BAPRA ait été mis en place en 1963 pour se prononcer sur les demandes d'asile et confirmer le statut de réfugié pour les personnes reconnues comme telles par le HCR, le taux de rejet des demandes présentées par les ressortissants de pays subsahariens est de 100% (voir *supra*).

En conséquence, les demandeurs d'asile et les réfugiés subsahariens sont maintenus dans une situation de non-droit. Même munis de leur certificat de demande d'asile ou de leur carte de réfugié, ils sont constamment sous la menace d'une arrestation, suivie d'une détention et d'un refoulement à la frontière. Sur cette question, les *Observations finales sur l'Algérie* publiées fin 2007 par le Comité des Droits de l'Homme des Nations Unies conservent toute leur actualité : le Comité y « *note avec préoccupation*

<sup>9</sup> Il n'a pas été possible d'avoir un entretien avec les représentants de cette association.

*les informations selon lesquelles certaines catégories de demandeurs d'asile n'ont pas accès aux procédures d'asile en vigueur prévues par la législation algérienne et risquent de ce fait d'être détenus comme migrants illégaux et renvoyés, y compris ceux d'entre eux bénéficiant du statut de réfugié octroyé par le Haut Commissariat pour les réfugiés. (art. 7 du Pacte) ». Le Comité recommande à l'Algérie de « garantir à toute personne demandant l'asile l'accès aux procédures prévues par la loi. L'Etat partie devrait renoncer à toute expulsion de demandeurs d'asile ou de personnes ayant reçu le statut de réfugié, conformément au principe de non-refoulement, qui plus est, lorsque ces personnes courent le risque d'être victimes de torture et de mauvais traitements dans leur pays d'origine »<sup>10</sup>.*

Confrontés à ces fréquentes arrestations et expulsions ou risques d'expulsion, comme l'illustre l'expérience relatée ici, plusieurs personnes interrogées – migrants ou représentants d'associations – reprochent au HCR de ne pas garantir la protection des réfugiés qu'il a pourtant lui-même reconnus.

*J'ai été reconnu comme réfugié par le HCR en octobre 2009. Peu après, j'ai été arrêté. Le juge m'a accusé d'être entré illégalement sur le territoire algérien. Il n'a pas pris en compte ma carte de réfugié : il ne connaissait pas ce papier et disait qu'il n'y avait pas écrit « République algérienne » dessus et que ça ne le concernait pas. J'ai passé 17 jours en prison où je suis tombé malade. Personne n'est venu me voir. C'était dur. Il y avait des bagarres. Puis j'ai été jugé, condamné à 3 mois avec sursis et à 5 000 DA d'amende. Quand on m'a sorti de prison, on m'a envoyé au commissariat, où on m'a fait signer un arrêté d'expulsion en arabe et on m'a dit que j'avais 15 jours pour quitter le pays. J'ai alors alerté le HCR qui m'a dit qu'il faisait appel, mais je ne sais pas où ça en est.*

De son côté, le HCR multiplie les initiatives de sensibilisation, en particulier auprès des commissariats, afin que les policiers soient en mesure de reconnaître les documents délivrés par le HCR et n'arrêtent plus les personnes en possession de tels documents ou n'exécutent pas l'arrêté d'expulsion qui aurait pu être prononcé à leur encontre. Ces initiatives semblent porter leurs fruits puisque d'après le HCR, depuis le mois d'août 2009, aucune arrestation n'aurait été suivie d'une mesure d'expulsion.

### **Les réfugiés statutaires ont-ils accès :**

*A un document de résidence :*

Non

<sup>10</sup> Comité des droits de l'homme des Nations Unies, *Observations finales sur l'Algérie*, CCPR/C/DZA/CO/3, 12 décembre 2007, par. 22.

D'après le décret du 25 juillet 1963 fixant les modalités d'application de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, le bureau des réfugiés et apatrides « délivre, après enquête, s'il y a lieu, aux personnes ci-dessus visées, les pièces nécessaires pour leur permettre, soit d'accomplir les divers actes de la vie civile, soit de faire appliquer les dispositions de la législation interne ou des accords internationaux qui intéressent leur protection » (article 2(c)). En réalité, leur statut n'est pas reconnu par l'Algérie, et les réfugiés statutaires ne reçoivent aucun document de la part des autorités algériennes, si bien qu'ils n'ont pas plus de droits que les migrants illégaux. La seule différence de traitement dont les réfugiés statutaires bénéficient ne s'explique pas par leur statut au regard de la loi algérienne, mais par l'existence de programmes développés par le HCR avec des associations locales, qui ont reçu un financement du HCR pour les loger, leur apporter une assistance sociale, médicale (médicaments), juridique et permettre la scolarisation des enfants (voir *supra*, la question des aides apportées par le HCR).

*Au marché de l'emploi :*

Non

Toutefois, beaucoup d'entre eux ont accès au marché de l'emploi informel. Sur ce point, leur situation est la même que celle des migrants (voir *infra*).

*Aux soins de santé :*

Oui

L'accès à la santé est gratuit en Algérie. En revanche, il faut payer certains médicaments. Les organisations partenaires du HCR apportent cette aide. Le HCR a une convention avec une pharmacie et un laboratoire d'analyse médicale.

Il est fréquent que les migrants – réfugiés ou pas – hésitent à se faire soigner parce qu'ils craignent d'être arrêtés.

*A l'éducation :*

Non

Considérés comme sans-papiers, les enfants réfugiés ne peuvent être inscrits à l'école publique. L'association Rencontre et Développement scolarise 40 d'entre eux dans des écoles privées, avec un financement du HCR (voir *supra*).

*Au logement :*

Non

Les réfugiés sont logés par SOS Femmes en détresse, à travers un partenariat de cette association avec le HCR, qui permet de payer les loyers. Cependant, l'association est soumise à une pression importante de la part de ceux qui attendent un logement. En effet, comme les autres migrants, les réfugiés n'ayant pas encore pu bénéficier de ce programme de logement vivent pour la plupart sur des chantiers, dans des

« carcasses » ou « maisons inachevées » où leur présence est tolérée par les propriétaires, en échange de petits services de gardiennage. Les conditions de vie y sont extrêmement précaires puisque, en général, il n'y a ni eau, ni électricité, ni chauffage.

### Remarques

D'après des informations recueillies sur place et confirmées par la délégation algérienne venue présenter son rapport initial au Comité des travailleurs migrants des Nations Unies en avril 2010, une réforme du Bureau algérien pour la protection des réfugiés et des apatrides (BAPRA) serait en préparation. Les autorités algériennes ont évoqué la nécessité de « rénover » cette institution, sans préciser si cette rénovation reposerait sur la création d'un système respectueux du droit d'asile et des droits des réfugiés, conformément aux obligations internationales du pays.

Dans ce contexte de réforme annoncée, le HCR a proposé l'organisation de formations sur le thème de l'asile pour les fonctionnaires concernés, mais aucune réponse n'a été donnée à ce jour.

## B. Migrations

### B.1. Entrée et séjour réguliers

**Existe-t-il une législation régissant l'entrée, la sortie et le séjour dans le pays ?**

La Constitution algérienne garantit la protection des étrangers légalement établis en Algérie (article 67) : « Tout étranger qui se trouve légalement sur le territoire national jouit, pour sa personne et ses biens, de la protection de la loi ».

La loi n°08-11 du 25 juin 2008 relative aux conditions d'entrée, de séjour et de circulation des étrangers en Algérie est venue remplacer l'ordonnance n°66-211 du 21 juillet 1966 relative à la situation des étrangers en Algérie<sup>11</sup>.

Pour entrer sur le territoire, un étranger doit remplir plusieurs formalités, prévues dans la première partie de la loi de juin 2008, intitulée « dispositions générales ». Ainsi, il doit notamment être muni d'un titre de voyage et d'un visa en cours de validité. Il doit pouvoir présenter ces documents à la frontière, ainsi que son passeport.

En réponse à ces exigences, un certain nombre de migrants francophones achètent un faux passeport malien ce passeport ouvrant droit à un séjour de 3 mois sans visa. Tous les trois mois, son « titulaire » doit se rendre à la frontière pour le faire tamponner, prolongeant ainsi son autorisation de séjour d'une nouvelle période de 3 mois.

A la loi de juin 2008 s'ajoutent de nombreux textes plus spécifiques portant sur les conditions d'emploi des travailleurs étrangers, sur les assurances sociales, les accidents du travail, la protection de la santé, etc. Ils sont énumérés dans le rapport initial de l'Algérie au Comité des travailleurs migrants<sup>12</sup>.

<sup>11</sup> Les débats à l'Assemblée populaire lors de son adoption peuvent être consultés, en arabe seulement, sur <http://www.apn-dz.org/>.

<sup>12</sup> Rapport de l'Algérie au Comité pour les droits des travailleurs migrants des Nations Unies, CMW/C/DZA/1, 22 juillet 2008, par. 7.

### Commentaires particuliers sur la loi, dans la perspective des droits

Bien que l'Algérie assure que « la législation algérienne encourage l'entrée et le séjour des étrangers sur le territoire national »<sup>13</sup>, la loi met davantage l'accent sur la lutte contre l'immigration irrégulière que sur la protection des droits des migrants<sup>14</sup>.

Par ailleurs, la loi vise aussi l'émigration irrégulière, connue sous le nom de *harraga*, c'est-à-dire le départ d'Algériens vers le Nord, qui n'entre pas dans le champ de la présente recherche.

**Y a-t-il un ministère/organisme gouvernemental responsable des questions concernant les migrations ?**

Oui

**Spécifiez les contacts<sup>15</sup> :**

Plusieurs ministères et institutions sont impliqués dans la question transversale des migrations, à savoir :

- Le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales (notamment la Direction générale de la sécurité nationale)
- Le ministère des Affaires étrangères (notamment la sous-direction des migrations)
- Le ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Communauté nationale à l'étranger
- Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale
- Le ministère de l'Education nationale
- Le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière.

<sup>13</sup> Id., par. 3.

<sup>14</sup> A. Kerdoun, *La loi 08-11 sur la condition des étrangers : mutation des règles juridiques algériennes et leur impact sur la migration irrégulière*, Note d'analyse et de synthèse – module juridique, CARIM-AS 2009/06, Robert Schuman Centre for Advanced Studies, San Domenico di Fiesole (FI) : Institut universitaire européen, 2009.

<sup>15</sup> Voir Azzouz Kerdoun, *Inventaire des institutions nationales et internationales opérant dans le domaine des migrations internationales en Algérie*, Note d'analyse et de synthèse – module juridique, CARIM-AS 2005/04, Robert Schuman Centre for Advanced Studies, San Domenico di Fiesole (FI) : Institut universitaire européen, 2005.

Différents mécanismes de coordination existent entre ces institutions. Ainsi, les institutions chargées de coordonner le contrôle de l'immigration clandestine se réunissent périodiquement sous l'égide du ministère de l'Intérieur dans un groupe de travail rassemblant des représentants des ministères concernés, qui remet régulièrement des rapports de suivi de la situation au ministère des Affaires étrangères. Des comités de suivi se réunissent également au niveau de chaque wilaya, rassemblant des représentants des mêmes ministères, comme indiqué dans le rapport de l'Algérie au Comité des travailleurs migrants : « *le Commandement de la Gendarmerie nationale a mis en place des mécanismes similaires à travers certaines wilayas, aux fins de collecter les informations et lutter contre les flux migratoires irréguliers* »<sup>16</sup>.

**Des statistiques officielles sur le nombre de migrants dans le pays sont-elles disponibles ?**

Oui

Le rapport de l'Algérie au Comité des travailleurs migrants des Nations Unies comporte une partie intitulée « Renseignements quantitatifs et qualitatifs sur les caractéristiques et la nature des flux migratoires », mais les informations fournies sont très pauvres et n'incluent aucun chiffre sur le nombre de migrants et la répartition par nationalité, sexe et âge. Le seul complément apporté dans les « réponses écrites » de l'Algérie aux questions du Comité est celui-ci : « *Le nombre de travailleurs migrants étrangers et des membres de leur famille résidant sur le territoire national est de : 107 452* »<sup>17</sup>. Ces chiffres concernent la migration régulière, c'est-à-dire les migrants appartenant à la catégorie des étrangers non résidents et à celle des étrangers résidents, selon les termes de la loi de juin 2008.

Par ailleurs, des données chiffrées sont disponibles auprès de la Direction générale de la sûreté nationale, et sont rapportées dans la note d'analyse publiée par Hocine Labdelaoui dans le cadre du CARIM<sup>18</sup>. On y trouve notamment l'estimation d'une fourchette de 30 à 40 000 travailleurs étrangers, avec une proportion importante de Chinois et d'Egyptiens.

On peut trouver d'autres estimations dans la presse ; ainsi *El Watan* du 2 février 2010 indique que « selon des chiffres officiels » (la source n'est cependant pas

<sup>16</sup> Réponses écrites du Gouvernement algérien concernant la liste des points à traiter (CMW/C/DZA/Q/1) reçues par le Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille à l'occasion de l'examen du rapport initial de l'Algérie au Comité des travailleurs migrants (CMW/C/DZA/1), CMW/C/DZA/Q/1/Add.1, 15 janvier 2010.

<sup>17</sup> Réponses écrites du Gouvernement algérien concernant la liste des points à traiter (CMW/C/DZA/Q/1) reçues par le Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille à l'occasion de l'examen du rapport initial de l'Algérie au Comité des travailleurs migrants (CMW/C/DZA/1), CMW/C/DZA/Q/1/Add.1, 15 janvier 2010, par. 1.

<sup>18</sup> Hocine Labdelaoui, *Les étrangers en Algérie : vers la constitution de communautés d'immigrés*, Note d'analyse et de synthèse- module socio-politique, CARIM-AS 2009/04, Robert Schuman Centre for Advanced Studies, San Domenico di Fiesole (FI) : Institut universitaire européen, 2009.

citée), « environ 45 000 étrangers travaillent 'légalement' en Algérie » et qu' « ils représentent 105 nationalités [...]. Les travailleurs chinois viennent en tête avec 45% des effectifs ».

Il s'agit en grande partie de travailleurs qualifiés ou peu qualifiés, recrutés par des entreprises étrangères pour réaliser des projets commandités par le gouvernement algérien tels que, pour citer un exemple récent, le projet d'autoroute Est-Ouest réalisé par des entreprises étrangères avec une main-d'œuvre recrutée dans le pays d'origine. Bien qu'il s'agisse là de migrants légaux, il peut arriver que certains d'entre eux exercent une activité professionnelle supplémentaire, en dehors du contrat pour lequel ils ont été conduits en Algérie, ou une fois ce contrat terminé.

**D'autres statistiques existent-elles (estimations, etc.) ?**

Oui

Selon le CISP (Comité international pour le Développement des Peuples), ils seraient 26 000 en situation irrégulière.

La méthode de calcul se base sur un échantillon de 2 000 personnes.

## B.2. Entrée, sortie et séjour irréguliers (sans papiers)

Les informations incluses dans cette section sur les migrants sans papiers concernent aussi bien les réfugiés que les demandeurs d'asile puisque, comme indiqué plus haut, en l'absence d'un système algérien garantissant le droit d'asile pour les Subsahariens, ces derniers ne bénéficient pas d'une protection particulière.

La Constitution algérienne garantit la protection des étrangers *légalement* établis en Algérie (article 67). Il n'existe pas de disposition générale protégeant les migrants, indépendamment de leur statut.

Il est évidemment difficile de connaître avec certitude le nombre de migrants clandestins. Les autorités algériennes donnent les chiffres suivants : « *Selon les statistiques disponibles, en moyenne 7 000 migrants clandestins sont interpellés annuellement sur le territoire algérien. Environ 70 000 migrants irréguliers ont été enregistrés au cours de la dernière décennie. Le nombre de personnes expulsées est estimé à quelque 20 000 au cours de la période allant de 2000 au premier semestre 2007. Le nombre des ressortissants étrangers refoulés aux frontières durant la même période est évalué à 42 284, à savoir un total de 62 399 ressortissants étrangers*

*éloignés* »<sup>19</sup>. D'après ces chiffres officiels, il y aurait donc, en moyenne, environ 25 expulsions ou reconduites à la frontière par jour.

On peut trouver d'autres estimations du nombre de migrants irréguliers, mais elles varient considérablement selon les sources<sup>20</sup>. Ali Ben Saad explique l'enjeu des chiffres pour une réalité que les autorités officielles ont longtemps occultée, notamment parce que, lorsqu'elles évoquent les migrants, il s'agit d'abord des migrants de transit, dont l'objectif est d'atteindre l'Europe et non pas de rester en Algérie<sup>21</sup>. Or les informations recueillies sur le terrain infirment cette analyse. Ainsi, l'association pour l'Aide psychologique, la Recherche et la Formation (SARP) et le bureau en Algérie du *Comitato Internazionale per lo Sviluppo dei Popoli* (CISP), ont réalisé une enquête de grande ampleur en 2008, auprès d'une population de 2 149 migrants qui ont pu répondre à un questionnaire avec l'aide des agents de proximité du CISP (qui sont en général aussi des Subsahariens). Cette étude a été réalisée à Alger, à Oran et à Tamanrasset. Elle ne renseigne pas précisément sur le nombre de migrants en Algérie, mais apporte des informations uniques sur leurs profils, leurs trajectoires, leurs conditions de vies, etc. Il en ressort que *« la proportion de Subsahariens désirant vivre en Algérie est loin d'être négligeable puisque 57% d'entre eux s'inscrivent dans ce projet alors que 43% ambitionnent de partir en Europe ou ailleurs (autres pays du Maghreb, Canada, Australie). Cette première lecture suggère que l'Algérie est désormais un pays d'immigration et pas seulement un pays de transit vers l'Europe »*<sup>22</sup>. Les autorités algériennes semblent désormais reconnaître cette réalité : *« Ces migrants clandestins travaillent dans le secteur informel, soit pour constituer un certain pécule dans le but de tenter l'émigration vers l'Europe, soit pour s'installer durablement »*<sup>23</sup>.

Après avoir annoncé en 2008 avoir *« en collaboration avec des partenaires européens, mis en place un Observatoire pour la collecte de données des flux migratoires en Méditerranée »*<sup>24</sup>, l'Algérie a indiqué oralement au Comité, en avril 2010, que cette information était erronée et que cet observatoire n'avait pas encore vu le jour.

<sup>19</sup> Rapport de l'Algérie au Comité pour les droits des travailleurs migrants des Nations Unies, op. cit., par. 44.

<sup>20</sup> *Id.*, p. 8.

<sup>21</sup> Ali Bensaâd, *Les migrations subsahariennes en Algérie*, Rapports de recherche CARIM", CARIM-RR 2008/01, Robert Schuman Centre for Advanced Studies, San Domenico di Fiesole (FI): Institut universitaire européen, 2008, p 1-3.

<sup>22</sup> Association pour l'Aide psychologique, la Recherche et la Formation (SARP) et Comitato Internazionale per lo Sviluppo dei Popoli (CISP), *Les migrants subsahariens en situation irrégulière en Algérie : caractéristiques, profils et typologie*, équipe de recherche : Khaled Noureddine, Hafdallah Rafika, Gharbi Houria, Adam Carine, Musette Saïb, novembre 2008.

<sup>23</sup> Op. cit. par. 45.

<sup>24</sup> Réponses écrites du Gouvernement algérien concernant la liste des points à traiter (CMW/C/DZA/Q/1) reçues par le Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille à l'occasion de l'examen du rapport initial de l'Algérie au Comité des travailleurs migrants (CMW/C/DZA/1), CMW/C/DZA/Q/1/Add.1, 15 janvier 2010.

**Y a-t-il des textes de loi qui pénalisent l'entrée, la sortie ou le séjour irréguliers dans le pays ? Si oui, précisez les références de la loi et la nature des sanctions.**

Oui, la loi du 25 juin 2008 précitée. Par rapport à la législation précédente, cette loi prévoit un durcissement des peines. Elle ouvre la possibilité de mettre en place des centres d'accueil pour les migrants arrêtés.

De plus, la loi n°09-01 du 8 mars 2009 modifie le Code pénal en y intégrant des dispositions concernant le trafic illicite de migrants. La notion de « trafic illicite » est définie dans la loi comme « *le fait d'organiser la sortie illégale du territoire national d'une personne ou plus, afin d'en tirer directement ou indirectement un avantage financier ou tout autre avantage* ». Elle vise donc uniquement la sortie du territoire.

**Quelles sont les sanctions/mesures relatives à :**

*Entrée et sortie non autorisées*<sup>25</sup> :

En vertu de la loi du 25 juin 2008, l'étranger qui est entré illégalement en Algérie risque de 6 mois à 2 ans de prison. La peine peut aller jusqu'à 5 ans s'il ne quitte pas le territoire après avoir fait l'objet d'un arrêté d'expulsion.

C'est ce que prévoient les articles suivants :

- Article 42 – Tout étranger qui se soustrait à l'exécution d'un arrêté d'expulsion ou d'un arrêté de reconduite à la frontière ou qui, expulsé ou reconduit à la frontière, a pénétré de nouveau sans autorisation sur le territoire algérien, est puni d'un emprisonnement de deux (2) ans à cinq (5) ans, à moins qu'il ne justifie qu'il ne peut regagner son pays d'origine, ni se rendre dans un pays tiers et ce, conformément aux dispositions des conventions internationales régissant le statut des réfugiés et des apatrides.
- La même peine est applicable à tout étranger qui n'aura pas présenté à l'autorité administrative compétente les documents de voyage permettant l'exécution de l'une des mesures mentionnées au premier alinéa ci-dessus ou qui, à défaut de ceux-ci, n'aura pas communiqué les renseignements permettant cette exécution. Le tribunal pourra, en outre,

<sup>25</sup> Seule la sortie des émigrants algériens, dits « harragas », est incriminée, la loi de 2008 ayant abrogé le visa de sortie pour les étrangers.

prononcer à l'encontre du condamné l'interdiction de séjour sur le territoire algérien pour une durée n'excédant pas dix (10) ans. L'interdiction de séjour sur le territoire algérien emporte de plein droit la reconduite du condamné à la frontière, le cas échéant, à l'expiration de sa peine d'emprisonnement.

- Article 44 – Nonobstant les dispositions des articles 30 et 36 ci-dessus, les infractions aux dispositions des articles 4, 7, 8, et 9 ci-dessus sont punies d'un emprisonnement de six (6) mois à deux (2) ans et d'une amende de 10 000 à 30 000 dinars.

Les migrants irréguliers, de même que les réfugiés et les demandeurs d'asile – puisqu'ils ne bénéficient d'aucune protection particulière malgré les dispositions de la loi de 2008 – vivent dans la crainte d'être arrêtés et refoulés à la frontière. Nombreux sont ceux qui ont connu une ou plusieurs arrestations dans des conditions parfois dramatiques.

Lorsqu'un migrant est arrêté, deux procédures sont engagées simultanément. Selon la procédure judiciaire, le migrant est poursuivi pour entrée et séjour irréguliers (loi 2008) et placé sous mandat de dépôt en attendant d'être présenté devant le juge. Cette détention peut durer plus de deux semaines, d'après les informations obtenues auprès de migrants qui ont connu cette situation. La peine encourue par la personne qui a enfreint les dispositions relatives aux conditions d'entrée, de séjour et de circulation des étrangers va du paiement d'une amende à la privation de liberté (voir le chapitre VIII de la loi : « Dispositions pénales »). Dans la pratique, de façon quasi-systématique, le juge condamne l'étranger en situation irrégulière à une peine privative de liberté de 2 à 6 mois avec sursis.

Pour autant, l'étranger ne ressort pas libre puisque, au titre de la procédure administrative, il est envoyé au commissariat central où il est fiché, et où on lui délivre un arrêté d'expulsion. Libéré, il a alors 15 jours pour quitter le territoire (article 31 de la loi du juin 2008).

Les interventions du HCR en cas d'arrestation de demandeurs d'asile ou de réfugiés ont permis, depuis août 2009, d'éviter l'expulsion de cette catégorie de migrants, mais pas toujours leur condamnation à une peine de prison avec sursis.

*Pouvoir discrétionnaire en matière d'expulsion et de détention :*

L'article 30 de la loi du 25 juin 2008 dispose que :

Outre les dispositions prévues à l'article 22 (alinéa 3) ci-dessus<sup>26</sup>, l'expulsion d'un étranger hors du territoire algérien peut être prononcée par arrêté du ministre de l'Intérieur, dans les cas suivants :

- lorsque les autorités administratives estiment que sa présence en Algérie constitue une menace pour l'ordre public et/ou à la sécurité de l'Etat ;
- lorsqu'il a fait l'objet d'un jugement ou d'une décision de justice définitive et comportant une peine privative de liberté pour crime ou délit ;
- lorsqu'il n'a pas quitté le territoire algérien dans les délais qui lui sont impartis, conformément aux dispositions de l'article 22 (alinéas 1 et 2)<sup>27</sup>.

L'article 36 de la loi prévoit que :

- Sauf régularisation de sa situation administrative, l'étranger qui entre illégalement en Algérie ou qui se trouve en situation de séjour irrégulière sur le territoire algérien peut être reconduit aux frontières par arrêté du wali territorialement compétent.

En attendant d'être reconduit à la frontière, l'étranger en situation irrégulière peut aussi être placé dans un centre d'attente pendant une durée de 30 jours renouvelables, sur décision du wali. La loi ne précise pas combien de fois cette période peut être renouvelée. Ces centres, dont la création est autorisée par voie réglementaire, constituent l'une des nouveautés introduites par la loi de juin 2008 (article 37, voir *supra* et *infra*).

*Procédure à suivre pour décider d'une expulsion :*

Le chapitre VII de la loi du 2 juin 2008 s'intitule « Expulsion et reconduite à la frontière ». L'article 30 énonce les cas dans lesquels un arrêté d'expulsion peut être prononcé contre un étranger par le ministre de l'Intérieur :

- lorsque les autorités administratives estiment que sa présence en Algérie constitue une menace pour l'ordre public et/ou à la sécurité de l'Etat ;
- lorsqu'il a fait l'objet d'un jugement ou d'une décision de justice définitive et comportant une peine privative de liberté pour crime ou délit ;

<sup>26</sup> L'article 22 vise les résidents. L'alinéa 3 prévoit que la carte de résident peut être retirée à un étranger « dont les activités s'avèrent au regard des autorités concernées contraires à la morale et à la tranquillité publique ou portant atteinte aux intérêts nationaux, ou ayant conduit à sa condamnation pour des faits en relation avec ces activités ».

<sup>27</sup> L'art. 22, alinéas 1 et 2, concerne les conditions de séjour des résidents.

- lorsqu'il n'a pas quitté le territoire algérien dans les délais qui lui sont impartis, conformément aux dispositions de l'article 22 (alinéas 1 et 2) ci-dessus, à moins qu'il ne justifie que son retard est dû à un cas de force majeure.

*Interdiction de retour sur le territoire :*

En vertu de l'article 42 de la loi du 2 juin 2008 :

- Tout étranger qui se soustrait à l'exécution d'un arrêté d'expulsion ou d'un arrêté de reconduite à la frontière ou qui, expulsé ou reconduit à la frontière, a pénétré de nouveau sans autorisation sur le territoire algérien, est puni d'un emprisonnement de deux (2) ans à cinq (5) ans, à moins qu'il ne justifie qu'il ne peut regagner son pays d'origine, ni se rendre dans un pays tiers et ce, conformément aux dispositions des conventions internationales régissant le statut des réfugiés et des apatrides.
- La même peine est applicable à tout étranger qui n'aura pas présenté à l'autorité administrative compétente les documents de voyage permettant l'exécution de l'une des mesures mentionnées au premier alinéa ci-dessus ou qui, à défaut de ceux-ci, n'aura pas communiqué les renseignements permettant cette exécution.
- Le tribunal pourra, en outre, prononcer à l'encontre du condamné l'interdiction de séjour sur le territoire algérien pour une durée n'excédant pas dix (10) ans.
- L'interdiction de séjour sur le territoire algérien emporte de plein droit la reconduite du condamné à la frontière, le cas échéant à l'expiration de sa peine d'emprisonnement.

La plupart des migrants refoulés sont emmenés à Tamanrasset en camion puis, 500 km plus loin, à la frontière malienne, à Tinzaouatine. La plupart d'entre eux attendent de gagner assez d'argent pour pouvoir payer le voyage qui leur permettra de retourner à Tamanrasset.

**La loi prévoit-elle des exemptions de telles sanctions pour des catégories particulières de migrants ? Précisez.**

L'article 7 de la loi de juin 2008 sur les conditions d'entrée et de sortie des étrangers ainsi que son article 42 relatifs aux dispositions pénales prévoient un régime dérogatoire pour les personnes placées dans les champs d'application d'une convention internationale

relative aux réfugiés et aux apatrides. En d'autres termes, les demandeurs d'asile et les réfugiés ne sont pas soumis aux mêmes obligations que les autres migrants : la loi les dispense des documents de voyage requis pour les étrangers et les prémunit contre toute expulsion ou reconduite à la frontière.

Dans la pratique, pourtant, ces dispositions sont inopérantes. En effet, en l'absence d'un système national protégeant le droit d'asile, les demandeurs d'asile et les réfugiés ne sont pas reconnus par les autorités algériennes, et les mêmes sanctions leur sont appliquées (voir *supra*), comme l'illustre la situation de Mme K., demandeur d'asile, qui a été arrêtée avec sa famille en décembre 2008 et entendue en entretien en février 2010.

Comme son mari et ses deux enfants, Mme K. détenait le certificat de demande d'asile du HCR, qu'elle faisait renouveler chaque année par le HCR. Mais celui de sa sœur était arrivé à échéance depuis 2 semaines et le HCR n'avait pas voulu le renouveler, explique-t-elle, parce qu'elle avait rendez-vous peu après pour un entretien. La police a donc emmené toute la famille « pour vérification », mais n'a pas appelé le HCR. Aucun jugement n'a été prononcé et Mme K. a été emmenée avec sa sœur et ses enfants dans un camion, tandis que son mari était placé dans un autre camion. Après 4 jours de route pendant lesquels on leur a donné du pain et de l'eau, ils ont été déposés dans le désert, à environ 10 km de Tinzaouatine, au Mali. Après des mois d'attente dans ce pays, vivant de mendicité et dormant dans une gare routière à Bamako, ils ont cherché à remonter peu à peu vers Alger. Arrivés à la frontière, leur certificat de demande d'asile ayant expiré, ils ont de nouveau été arrêtés et jugés, mais cette fois la gendarmerie de la ville les a conduits à Alger où ils sont arrivés en décembre 2009, soit une année après leur arrestation. Là, Mme K. a retrouvé son mari, et le HCR lui a reconnu la qualité de réfugiée. Elle a donc pu bénéficier du programme de logement de l'association SOS Femmes en détresse.

**En cas de décision d'expulsion, la législation prévoit-elle une procédure de recours ? Si oui, cette procédure est-elle suspensive de la procédure d'expulsion ? Est-elle réellement accessible aux migrants ?**

La loi de 2008 prévoit des voies de recours pour l'étranger visé par un arrêté d'expulsion. Selon l'article 31 de cette loi, la décision d'expulsion est notifiée au migrant qui, « *selon la gravité des griefs qui lui sont reprochés [...], bénéficie d'un délai de quarante-huit heures à quinze jours à compter de la notification de l'arrêté d'expulsion du territoire algérien* ». Ce même article garantit au migrant la possibilité d'introduire une action devant le juge des référés dans les cinq jours, et précise que ce recours est suspensif de la procédure d'expulsion.

En réalité, d'après les informations recueillies auprès d'avocats intervenus pour

des migrants visés par un arrêté d'expulsion, ces décisions sont mises en œuvre si rapidement qu'il n'est pas possible de former un recours dans les cinq jours impartis. Les avocats interrogés n'ont pas connaissance d'une jurisprudence illustrant la mise en œuvre des garanties de l'article 31. La faiblesse du réseau associatif et le manque de coordination entre les acteurs expliquent aussi l'absence de contentieux sur ce point et le peu de protection garantie aux migrants dans la pratique. A cet égard, le programme mis en œuvre par la LADDH avec le HCR à partir de février 2010, qui prévoit l'intervention d'avocats formés par la LADDH lorsque des réfugiés et des demandeurs d'asile sont arrêtés, a commencé à renforcer la protection de ces derniers.

En général, les arrêtés d'expulsion donnent 15 jours au migrant pour quitter le territoire. S'il ne forme pas de recours, qu'il reste sur le territoire et qu'il est de nouveau arrêté, il est alors immédiatement refoulé, en application de l'article 30 (1) de la loi de 2008 cité plus haut.

Outre l'expulsion, l'étranger irrégulier peut également faire l'objet d'une reconduite à la frontière par arrêté du wali territorialement compétent (article 36). Dans ce cas, la loi ne précise pas quels sont les recours dont dispose l'étranger visé par une telle mesure. On peut penser que, comme l'arrêté d'expulsion et comme tout arrêté ministériel, l'arrêté de reconduite à la frontière peut faire l'objet d'un recours devant le Conseil d'Etat en annulation de la décision d'expulsion (art. 901 du Code de procédure civile et administrative<sup>28</sup>), ou d'une action devant le juge des référés pour geler son exécution. On s'interroge cependant sur l'absence de précision dans la loi, qui laisse craindre une augmentation des refoulements sans aucune garantie.

Dans les Observations finales publiées en 2008, le Comité contre la torture des Nations Unies « s'inquiète des allégations reçues faisant état d'expulsions collectives de migrants, ne respectant pas les garanties fondamentales de ces derniers de voir leur cas examiné de manière individuelle et de pouvoir faire appel de la décision d'expulsion. Le Comité est préoccupé par ailleurs de ce que certaines personnes expulsées pourraient l'être vers des Etats où elles risquent d'être soumises à la torture ». Le Comité recommande à l'Algérie de « veiller à la pleine application des dispositions de l'article 3 de la Convention et s'assurer que les personnes sous sa juridiction voient leur situation dûment examinée par les autorités compétentes et bénéficient d'un traitement équitable à tous les stades de la procédure, notamment la possibilité de demander un examen efficace, indépendant et impartial des décisions d'expulsion ou de renvoi les concernant, et celle d'exercer un droit de recours. A cet égard, l'Etat partie devrait veiller à ce que les autorités compétentes en matière de surveillance des étrangers, avant de prendre une décision d'expulsion, procèdent dans tous les cas à un examen approfondi de la situation de l'étranger entré

<sup>28</sup> Cet article dispose que « Le Conseil d'Etat connaît en premier et dernier ressort des recours d'annulation, en interprétation ou en appréciation de la légalité formés contre les actes administratifs émanant des autorités administratives ».

*ou séjournant illégalement en Algérie, afin de s'assurer que l'intéressé ne sera pas soumis à la torture ou à des peines ou traitements inhumains ou dégradants dans le pays où il pourrait être renvoyé.*<sup>29</sup> »

La pratique consistant à détenir des migrants avant leur refoulement n'est pas récente, et elle est évoquée par plusieurs sources, antérieurement à la loi de 2008<sup>30</sup>. Ainsi, le rapport du CISP sur *Les réalités migratoires subsahariennes en Algérie* (2008) évoque le regroupement des migrants dans les prisons et commissariats centraux des différentes villes du pays : Ghardaïa (pour ceux arrêtés dans l'Est), Oran puis Laghouat (pour ceux arrêtés dans l'Ouest), et Blida puis Laghouat (pour ceux arrêtés au centre) ; de Laghouat, ils sont acheminés à Ghardaïa puis à In Salah. Ce rapport souligne la dureté des conditions de détention (manque d'eau, de nourriture, d'hygiène).

Depuis l'adoption de cette loi, qui prévoit la mise en place de centres d'attente par voie réglementaire, des défenseurs des droits de l'Homme ont exprimé la crainte que « avec ces centres d'attente, l'Algérie se transforme en sous-traitant de la détention administrative pour pays européen » et considèrent qu'il est « impératif que ces centres soient soumis au contrôle judiciaire [...] et qu'ils soient ouverts aux organisations locales et étrangères de défense des droits de l'Homme »<sup>31</sup>. Les migrants peuvent y être retenus pour une période de 30 jours renouvelable, sans que la loi précise combien de fois cette période peut être renouvelée, ce qui constitue aussi une source d'inquiétude.

De plus, les centres d'attente seront placés sous l'autorité du ministère de l'Intérieur. Ils ne pourront donc pas être visités par le CICR, qui a conclu un accord avec le ministère de la Justice pour visiter les lieux de détention relevant de sa compétence (depuis 1999) ainsi que les postes de police et de gendarmerie (depuis 2002).

Pour l'instant, on ne dispose pas d'information officielle sur ces centres. Les autorités algériennes affirment que les migrants en attente d'expulsion ne sont pas placés dans des locaux particuliers, mais sont simplement assignés à résidence. Pourtant, certaines sources en font état.

<sup>29</sup> Comité des Nations Unies contre la torture, *Observations finales sur l'Algérie*, CAT/C/DZA/CO/3, 16 mai 2008, par. 9.

<sup>30</sup> Voir Ali Bensaâd, *Les migrations subsahariennes en Algérie*, Rapports de recherche CARIM", CARIM-RR 2008/01, Robert Schuman Centre for Advanced Studies, San Domenico di Fiesole (FI): Institut universitaire européen, 2008 : « Les 60 Africains à qui le HCR a reconnu le statut de réfugié politique et qui ont été arrêtés fin 2005 n'ont pas été renvoyés dans leurs pays mais sont depuis lors en 'détention préventive' à Reggane (extrême sud) ». Questionné sur cette situation, le HCR a déclaré ne pas disposer d'informations sur ces 60 réfugiés.

<sup>31</sup> Nasr-Eddine Lezzar, « La nouvelle loi algérienne sur le séjour des étrangers : les stigmates de l'état d'urgence et du tout sécuritaire », in *Errabita* (périodique de la LADDH), 1<sup>er</sup> trimestre 2009.

**Y a-t-il des dispositions sanctionnant les personnes qui apportent une aide (hébergement, transport, etc.) à des migrants qui sont entrés ou qui séjournent dans le pays de façon irrégulière ?** Oui

**Précisez le type de sanctions :**

Le chapitre IV de la loi de juin 2008 intitulé « Déclaration d'emploi et d'hébergement des étrangers » dispose que :

- Toute personne physique ou morale qui emploie un étranger, à quelque titre que ce soit, est tenue d'en faire la déclaration dans un délai de quarante-huit (48) heures aux services territorialement compétents du ministère chargé de l'emploi, et à défaut, à la commune du lieu de recrutement, ou au commissariat de police ou à la brigade de la gendarmerie nationale territorialement compétente.
- La même formalité doit être accomplie lors de la rupture de la relation de travail.
- L'employeur doit être en mesure de présenter, à toute réquisition des agents habilités, les pièces et documents autorisant l'emploi des étrangers dans son établissement [...] (article 28).

Le non-respect de cette obligation expose son auteur au paiement d'une amende de 200 000 à 800 000 dinars :

- Sans préjudice des dispositions de la législation régissant l'emploi des étrangers en Algérie, l'emploi par une entreprise d'un étranger en situation irrégulière au plan du séjour expose son auteur au paiement d'une amende de 200 000 à 800 000 dinars (article 49)

En ce qui concerne l'hébergement des étrangers, la loi dispose que :

- Tout logeur professionnel ou ordinaire qui héberge un étranger à quelque titre que ce soit est tenu d'en faire la déclaration au commissariat de police, ou à la brigade de la gendarmerie nationale, ou à défaut à la commune du lieu du bien loué, dans un délai de vingt-quatre (24) heures (article 29).

Le logeur qui ne fait pas cette déclaration s'expose au paiement d'une amende de 5 000 à 20 000 dinars :

- Est punie d'une amende de 5 000 à 20 000 dinars toute personne hébergeant un étranger et qui aura omis de faire la déclaration prévue à l'article 29 ci-dessus (article 38).

La loi, en cherchant à réprimer les passeurs, vise tous ceux qui apportent une aide aux migrants et s'exposent ainsi, selon le cas, à une peine de 2 à 20 ans de prison (article 46) :

- Toute personne qui, directement ou indirectement, facilite ou tente de faciliter l'entrée, la circulation, le séjour ou la sortie de façon irrégulière d'un étranger sur le territoire algérien, est punie d'un emprisonnement de deux (2) ans à cinq (5) ans et d'une amende de 60 000 à 200 000 dinars.
- La peine est la réclusion à temps de cinq (5) ans à dix (10) ans et une amende de 300 000 à 600 000 dinars, lorsque l'infraction visée à l'alinéa premier ci-dessus est commise avec l'une des circonstances suivantes :
  - » port d'arme ;
  - » utilisation de moyens de transport, de télécommunication et autres équipements spécifiques ;
  - » commission de l'infraction par plus de deux personnes, lorsque le nombre d'immigrants clandestins introduits est supérieur à deux personnes ;
  - » lorsque l'infraction est commise dans des circonstances qui exposent directement les étrangers à un risque immédiat de mort ou de blessures de nature à entraîner une mutilation ou une infirmité permanente ;
  - » lorsque l'infraction a pour effet de soumettre les étrangers à des conditions de vie, de transport, de travail ou d'hébergement incompatibles avec la dignité de la personne humaine ;
  - » lorsque l'infraction a comme effet, pour des mineurs étrangers, de les éloigner de leur milieu familial ou de leur environnement traditionnel.
- La peine est la réclusion à temps de dix (10) ans à vingt (20) ans, et une amende de 2 250 000 à 3 000 000 de dinars, lorsque l'infraction a été commise avec au moins deux des circonstances prévues aux alinéas précédents.
- Le juge peut en outre prononcer la confiscation des objets ayant servi à la commission de l'infraction ainsi que les produits provenant de celle-ci.

Ces peines peuvent être assorties de peines complémentaires (article 47). Les auteurs des infractions citées à l'article 46 ci-dessus peuvent encourir les peines

complémentaires suivantes :

- l'interdiction de séjour en territoire algérien pour une durée de cinq (5) ans au plus ;
- le retrait du permis de conduire pour une durée de cinq (5) ans. Cette durée peut être doublée en cas de récidive ;
- le retrait temporaire ou définitif du permis d'exploitation d'une ligne de transport ;
- l'interdiction, pour une durée de cinq (5) ans au plus, d'exercer l'activité professionnelle ou sociale à l'occasion de laquelle l'infraction a été commise.

### Incidences de ces dispositions juridiques sur les droits des migrants et des réfugiés

*Accès à la justice* : le droit à un recours devant un tribunal en cas d'arrestation est garanti « indistinctement aux nationaux et aux étrangers », d'après le rapport initial de l'Algérie au Comité des travailleurs migrants<sup>32</sup>. Les informations recueillies tant auprès d'avocats qu'auprès de migrants montrent que, dans la pratique, les migrants arrêtés n'ont pas la possibilité de contacter le HCR ou un avocat, et ne sont pas informés de leurs droits. Ils ne bénéficient pas de services d'interprétation à l'audience. C'est pour combler cette lacune que la Ligue algérienne de défense des droits de l'Homme (LADDH) a conçu un programme d'assistance judiciaire.

Le droit à réparation, dont l'Algérie affirme dans son rapport au Comité des travailleurs migrants qu'il est garanti par la Constitution et par le code de procédure pénale<sup>33</sup>, n'est en réalité jamais invoqué par les migrants victimes d'arrestation ou de détention illégale. Le climat de peur dans lequel vivent les migrants explique qu'ils ne fassent pas usage de ce droit.

*Enregistrement des naissances et certificats de naissance* : le droit à la reconnaissance de la personnalité juridique est reconnu par la Convention des travailleurs migrants et souligné par l'Algérie dans son rapport initial au Comité des travailleurs migrants<sup>34</sup>. En pratique, l'enregistrement des naissances se fait à l'hôpital, et nécessite de présenter des papiers officiels, ce qui n'est pas toujours possible.

<sup>32</sup> Op. cit. par. 161.

<sup>33</sup> Op. cit. 164.

<sup>34</sup> Op. cit. , par. 149 s. et 216 s.

*A un document de résidence* : aucun droit à un document de résidence.

*Au marché de l'emploi* : l'emploi dans le secteur formel est réservé aux étrangers légalement établis en Algérie. Quant aux migrants qui se trouvent en situation irrégulière, ils ont recours à des emplois dans le secteur informel. Les migrants qui travaillent dans le bâtiment et qui ont une qualification particulière, électricien ou autre, semblent trouver du travail. Le rapport du CISP sur les réalités migratoires en Algérie<sup>35</sup> donne une présentation très complète des activités professionnelles exercées par les migrants : les Nigériens, les Béninois et les Maliens sont les trois nationalités les plus employées dans le secteur de la broderie ; les Camerounais, Congolais et Béninois sont souvent présents sur les chantiers de construction, etc. Certains travaillent comme gardiens, jardiniers ou hommes à tout faire dans des villas d'Algériens, en échange d'un logement et d'un petit salaire.

*Aux soins de santé* : le droit à la santé est le seul droit garanti aux migrants en Algérie. L'accès aux soins est gratuit en Algérie. Cependant, il faut payer certains médicaments.

D'après l'enquête sur les conditions de vie des migrants réalisée en 2008 par deux associations, la SARP et le CISP, auprès de plus de 2 000 migrants<sup>36</sup>, 22% seulement des personnes interrogées ont déclaré avoir accès au système de soin. Trois facteurs expliquent cette faible proportion :

- Le manque d'information : souvent, les migrants ne savent pas qu'ils ont un accès gratuit aux soins. Les associations comme le CISP (à travers leurs agents de proximité) ou Rencontre et Développement vont à la rencontre des communautés dans les maisons qu'ils occupent, pour les informer.
- La peur : les personnes qui n'ont pas de papiers hésitent à aller à l'hôpital de peur d'être arrêtés.
- Le racisme : dans certains cas, des migrants ont rencontré des réactions négatives de la part de soignants, dont certains associent migrants et sida.

Les agents de proximité du CISP, l'association Rencontre et Développement et les religieuses (à Tamanrasset) interviennent comme relais des migrants vers les médecins, si nécessaire. Leur intervention rassure les migrants sur le risque d'être arrêtés à l'hôpital.

<sup>35</sup> Comitato Internazionale per lo Sviluppo dei Popoli (CISP) *Réalités migratoire subsahariennes en Algérie*, Document écrit par l'équipe CISP-Algérie et ses agents de proximité auprès des migrants, coordination Faïçal Abdel Aziz, 2008, p. 20-29.

<sup>36</sup> Voir *Les migrants subsahariens en situation irrégulière en Algérie : caractéristiques, profils et typologie*, op. cit.

*A l'éducation* : la question du droit à l'éducation devient d'autant plus importante que le nombre d'enfants migrants a tendance à augmenter en Algérie du fait de la féminisation de la migration subsaharienne, d'après les données recueillies par les agents de proximité du CISP travaillant auprès des populations migrantes.

Dans son rapport au Comité des travailleurs migrants, l'Algérie affirme que les enfants peuvent être scolarisés dans les écoles publiques « à condition qu'ils soient en mesure de suivre les programmes d'enseignement qui y sont dispensés en l'ange arabe »<sup>37</sup>. Or un grand nombre de migrants subsahariens viennent de pays francophones et ne parlent pas arabe. De plus, en pratique, les pièces demandées pour l'inscription des enfants dans un établissement public ne peuvent être réunies par les migrants sans papiers, si bien que l'inscription de leurs enfants dépendra du bon vouloir du directeur de l'établissement. Le dernier rapport (2008) du CISP précité, rédigé par ses agents de proximité qui interviennent auprès des migrants, montre bien le décalage entre le discours officiel et la réalité sur la question de la scolarisation des enfants de migrants irréguliers. C'est donc dans des établissements privés que plusieurs enfants de migrants subsahariens sont inscrits, par l'intermédiaire de l'association Rencontre et Développement, qui scolarise 40 enfants avec un financement du HCR pour les réfugiés (voir *supra*) et du Secours catholique en France pour les sans-papiers.

*Au logement* : l'accès au logement constitue un problème majeur pour les migrants. Les réfugiés peuvent être logés grâce au programme de l'association SOS Femmes en détresse financé par le HCR et évoqué plus haut. En attendant, beaucoup vivent dans des conditions très difficiles. C'est le cas des autres migrants, répartis dans différents quartiers par nationalités, comme l'expose très bien le rapport du CISP<sup>38</sup>. Beaucoup vivent dans des maisons en construction que leur laissent les propriétaires en échange d'activités de gardiennage. Souvent, il n'y a ni eau ni électricité, ni portes ni fenêtres, malgré des températures très froides en hiver, et les conditions sanitaires sont déplorables. C'est le cas notamment du site de « la carcasse », à l'extérieur d'Alger, dans le quartier de Delly Brahim, où vivent de nombreux Congolais dans des conditions très précaires. A Tamanrasset, de nombreux migrants vivent dans un site appelé « les rochers », où ils occupent effectivement des grottes formées dans la roche, dans des conditions misérables décrites dans le rapport du CISP.

#### *Racisme et discrimination*

L'opinion publique et la presse tendent à faire l'amalgame entre l'immigration,

<sup>37</sup> Op. cit. par. 219.

<sup>38</sup> Op. cit., pp. 10-20.

l'asile, le trafic de drogue et la criminalité. Les migrants ou acteurs associatifs interrogés font état du racisme des Algériens, mais aussi de leur solidarité dans certaines situations (par exemple à travers les recherches de logement pour les réfugiés à SOS Femmes en détresse). Pour les migrants anglophones, la barrière de la langue constitue une difficulté supplémentaire.

### B.3. Droits des travailleurs migrants

Cette section complète les réponses apportées dans la partie B.1 en ce qui concerne les travailleurs en situation régulière, et B.2 en ce qui concerne les travailleurs en situation irrégulière.

**Y a-t-il des textes de loi qui protègent les droits des travailleurs migrants ?**

Oui

Outre les deux lois spécifiques précitées (la loi du 25 juin 2008 relative aux conditions d'entrée, de séjour et de circulation des étrangers en Algérie et la loi n°09-01 du 8 mars 2009 renforçant le Code pénal en ce qui concerne la répression du trafic illicite de migrants), d'autres lois à vocation générale ont des implications pour les travailleurs migrants. C'est le cas, par exemple, de la loi 90-14 du 2 juin 1990 sur les modalités d'exercice du droit syndical : l'article 6 de cette loi conditionne le droit de fonder un syndicat à la nationalité algérienne de celui qui entend exercer ce droit.

**Ces textes de loi protègent-ils également les migrants en situation irrégulière ?**

Non

**Expliquez**

En matière d'entrée et de séjour des migrants, seule est appliquée la loi 08-11 du 25 juin 2008 qui incrimine l'entrée et le séjour irrégulier et, dans la législation du travail, rien n'est prévu pour les migrants en situation irrégulière. La Convention relative aux droits des travailleurs migrants n'est jamais appliquée en réalité aux migrants en situation irrégulière.

**Ces textes de loi sont-ils en conformité avec la Convention relative aux droits des travailleurs migrants ? Le cadre national protège-t-il suffisamment ces droits ?**

Oui et non

Dans son rapport au Comité des travailleurs migrants, publié à l'ONU en juillet 2008, l'Algérie indique que « *le processus d'adaptation du cadre juridique algérien*

*[aux] conventions internationales a été largement entamé. Il devrait aboutir rapidement à une intégration des normes internationales dans la législation nationale. Il en est ainsi de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille de 1990, dont la ratification en 2004 devrait entraîner des changements importants, notamment dans le Code du travail et la loi sur l'emploi des étrangers en Algérie »<sup>39</sup>.*

Près de deux ans après, la presse algérienne rapporte que « le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale a annoncé qu'il compte réorganiser l'activité des étrangers en Algérie. La problématique sera prise à travers le cadre du nouveau code du travail, en cours d'ébauche. 'Un nouvel article relatif à l'organisation de la main-d'œuvre étrangère en Algérie sera introduit dans ce texte. Il est nécessaire de mettre en place des mécanismes permettant de maîtriser, de contrôler et de gérer cette main-d'œuvre', a déclaré M. Louh, ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale »<sup>40</sup>. Ce texte est toujours en préparation selon le ministère du travail, et n'a pas encore été promulgué.

## B.4. Rôle de l'OIM

### Existe-il un ou plusieurs bureaux de l'OIM dans le pays ?

Non. La raison donnée par l'OIM tient au nombre trop limité de projets de l'organisation dans le pays, qui ne justifiait pas la mise en place d'un bureau jusqu'alors.

Le Directeur général de l'OIM, William Lacy Swing, a annoncé en juin 2009 l'ouverture prochaine d'un bureau à Alger, mais il n'y a eu aucun développement depuis cette déclaration.

### L'OIM a-t-elle un statut légal dans le pays (accord de siège, etc.) :

L'OIM et l'Algérie ont signé un accord de siège en 2007. D'après les informations recueillies auprès de l'OIM, cet accord ne peut être communiqué au REMDH sans l'accord de l'autre partie, c'est-à-dire l'Algérie. D'après des informations recueillies auprès d'ONG à Alger, l'OIM aurait ouvert un bureau à Alger en 2005 mais son responsable n'a pas reçu de lettre d'accréditation et le bureau aurait donc dû fermer.

<sup>39</sup> Op. cit. par. 5 et 6.

<sup>40</sup> *El Watan* du 2 février 2010.

**Le personnel de l'OIM est-il autorisé à se mouvoir librement dans le pays ?**

En raison du peu de projets développés par l'OIM en Algérie, la question ne se pose pas (voir *infra*).

**L'OIM est-elle autorisée à visiter des camps de migrants ?** Non

**L'OIM est-elle autorisée à se rendre dans les centres/ camps de détention de migrants ?** Non

L'OIM n'a pas demandé à visiter les centres d'attente parce que l'institution n'a pas été alertée de difficultés particulières qui justifieraient une telle demande.

**Quelles sont les différentes formes d'assistance offertes par l'OIM ? Sous quelle forme l'assistance est-elle délivrée (partenaires locaux, procédures, etc.) ?**

Le travail de l'IOM en Algérie<sup>41</sup> cible généralement le développement de secteurs agricoles et des populations rurales dans le pays. En termes de migration, l'Agence appuie des projets de recherche sur la migration en transit dans le pays et dans le Maghreb plus généralement. Un exemple est l'étude réalisée par le professeur Hein de Haas, intitulée « Irregular Migration from West Africa to the Maghreb and the European Union : An overview of Recent Trends »<sup>42</sup>.

Hormis ces projets, l'OIM apporte son assistance sous forme de conseil, participation à des colloques et autres interventions ponctuelles.

**L'OIM organise-t-elle des opérations de retour volontaire depuis l'Algérie ?** Non

<sup>41</sup> <http://www.iom.int/>

<sup>42</sup> IOM Migration Research Series No. 32, 2008, Genève.

## C. Organisations de la société civile

### C.1. Présence et activités

Organisations principales qui œuvrent dans le champ migratoire en Algérie :

- **Ligue Algérienne de Défense des Droits de l'Homme (LADDH) :** la LADDH est une ONG à caractère non politique. Sa vocation est l'acculturation, la défense et la promotion des droits de l'Homme. En partenariat avec le HCR, la LADDH intervient depuis 2010 pour la protection des réfugiés et demandeurs d'asile dans les zones urbaines. Ce partenariat prévoit l'intervention d'avocats formés par la LADDH lorsque des réfugiés et des demandeurs d'asile sont arrêtés, en plus des initiatives de sensibilisation auprès des commissariats, afin que les policiers soient en mesure de reconnaître les documents délivrés par le HCR et n'arrêtent plus les personnes en possession de tels documents.
- **Syndicat national autonome de la fonction publique (SNAPAP) :** le SNAPAP a décidé et entamé en 2012 la mise en place des mesures suivantes : la création dans un avenir proche d'un Observatoire régional d'Alerte sur violations des droits des migrants, réfugiés et demandeurs d'asile de l'Ouest (ORAVO) ; l'établissement d'un livre blanc sur la situation des migrants subsahariens dans le pays ; et la constitution d'un réseau d'avocats pour l'assistance judiciaire des migrants subsahariens, réfugiés et demandeurs d'asile.
- **Caritas :** Caritas Algérie est le service humanitaire de l'ADA, l'association de l'Eglise catholique d'Algérie ; elle s'intéresse au sort des migrants qui traversent le pays en provenance de l'Afrique subsaharienne, en collaboration avec le HCR ou d'autres associations. Elle offre son appui aux migrants dans des programmes de formations qualifiantes pour promouvoir l'artisanat local, ainsi que dans plusieurs domaines professionnels.
- **Médecins du Monde (MdM) :** MdM est une organisation humanitaire qui a ouvert en 2007 une mission en Algérie pour assister les femmes et les enfants victimes de violences. MdM intervient pour sensibiliser les

acteurs travaillant dans les domaines de la santé et du droit à la situation et aux besoins spécifiques des migrants. Parallèlement, Mdm commence à mettre en place un réseau de soignants amenés à jouer un rôle de médiation au sein des structures de soins en accueillant et en prenant en charge médicalement les migrants, et a entamé un travail de cartographie des lieux d'implantation des migrants à Alger et un recensement des structures de soins susceptibles de les accueillir.

- **Réseau algérien pour la Défense des droits de l'enfant (NADA) :** le réseau NADA est une ONG créée en 2004, à l'initiative des Scouts musulmans algériens. Elle a pour objectif principal de sensibiliser les associations qui travaillent dans le domaine de l'enfance, pour les amener à intégrer la question sensible des droits de l'enfant dans leurs pratiques et leurs objectifs de travail. Dans le cadre de son partenariat avec le HCR, le réseau NADA œuvre depuis janvier 2010 pour la scolarisation des enfants réfugiés en Algérie afin d'assurer leur intégration dans la société algérienne.
- **Comité international de soutien aux populations (CISP) :** le CISP est une ONG italienne basée à Rome et qui a un bureau à Alger. Elle a son planning en Algérie avec déjà un projet d'éducation aux droits de l'Homme intitulé : « Pour une citoyenneté active », étalé de 2009 à 2011. Le CISP s'intéresse aussi à la sensibilisation des jeunes, et a signé un accord de partenariat avec l'Association nationale des échanges entre jeunes pour l'initiation d'un projet de lutte contre la violence urbaine et l'émigration clandestine.
- **Rencontre et développement (R&D) :** Rencontre et Développement est un lieu d'accueil, d'écoute et de conseil pour les migrants. L'organisation, basée à Alger, intervient pour tenter de trouver des solutions d'urgence pour les migrants qui restent bloqués en Algérie et qui ne peuvent pas rentrer chez eux, en leur fournissant des soins ou de la nourriture. Elle organise aussi des trajets de retour pour ceux qui le souhaitent et des projets d'insertion professionnelle dans leur pays d'origine.
- **L'Association pour l'Aide, la Recherche et le Perfectionnement en Psychologie (SARP) :** la SARP est une association scientifique à caractère non lucratif, agréée par la wilaya d'Alger en décembre 1989. Elle offre des services gratuits qui comportent une prise en charge psychologique, une prise en charge orthophonique, un accompagnement psychosocial et des consultations juridiques. La SARP a réalisé deux projets de recherches au sujet de la migration clandestine, l'un sur la migration des Subsahariens, et l'autre sur la migration clandestine des mineurs non accompagnés.

### Autres commentaires

Les entretiens avec diverses organisations de la société civile appellent les commentaires suivants :

- **L'implication de la société civile sur la question des migrants, des réfugiés et des demandeurs d'asile en Algérie est très récente et, en 2012, elle reste marginale.** Les divers interlocuteurs l'expliquent par la « décennie noire » qui, dans les années 1990, a mobilisé les Algériens sur les violations des droits de l'Homme et les exactions dont ils étaient eux-mêmes victimes. Dans ce contexte très difficile, la situation des étrangers en Algérie restait à l'arrière-plan des préoccupations. Dix ans après, ce constat demeure, même s'il est atténué : des associations de promotion des droits de l'Homme ont développé des activités de soutien de certaines populations vulnérables (handicapés, femmes), mais pas des migrants. Les associations algériennes œuvrant dans ce domaine constituent donc de rares exceptions.

De plus, plusieurs d'entre elles se sont « spécialisées » dans une catégorie particulière de migrants – les réfugiés – parce qu'elles ont pu conclure un accord de partenariat avec le HCR, qui leur délègue un certain nombre d'activités d'aide aux réfugiés. En conséquence, elles n'ont plus assez de ressources pour poursuivre ou étendre leurs activités auprès des autres catégories de migrants. Pour les migrants sans papiers, il existe donc très peu d'interlocuteurs.

- **On constate la fragilité de ces associations, qui font face à une double pression.** Il s'agit d'une part de la pression entretenue par les migrants eux-mêmes : les moyens d'action des associations pour soutenir les migrants sont limités, et certaines activités d'aide aux migrants font naître des espoirs qui dépassent les moyens disponibles. Périodiquement, des scènes de violence surviennent dans les associations.

D'autre part, plusieurs associations pratiquent une certaine autocensure, considérant qu'elles risquent d'avoir des problèmes avec les autorités si elles franchissent la ligne rouge. C'est vraisemblablement ce qui explique qu'elles soient concentrées sur le travail humanitaire de terrain (panier alimentaire, trousseau scolaire, logement...) plutôt que sur les activités de plaidoyer sur le droit d'asile, les droits des migrants, la lutte contre le racisme, etc.

Ce n'est toutefois pas la seule explication : face à l'ampleur des problèmes, les associations se concentrent tout naturellement sur les besoins les plus immédiats.

- **Les moyens financiers sont insuffisants pour répondre aux besoins :** les associations rencontrées n'ont pas encore exploré les possibilités de financement de la Commission européenne. La plupart ne sont pas au courant de ces possibilités. Certaines ne souhaitent pas gérer des projets financés par l'UE parce qu'elles considèrent que leur gestion serait trop lourde et que de tels projets impliqueraient de donner plus d'ampleur à leurs activités. Or, malgré les besoins très importants, elles estiment qu'en prenant de l'ampleur, elles s'attireraient trop de difficultés de la part des autorités et mettraient en péril ce qu'elles ont réussi à construire jusqu'à maintenant.
- **L'absence de dialogue :** on constate une absence de dialogue à tous les niveaux : non seulement entre les associations et les autorités, mais aussi entre les associations elles-mêmes.

Les associations rencontrées n'entretiennent peu ou aucun dialogue avec les autorités sur la question des migrants. Les associations se sentent tolérées mais pas reconnues, et elles craignent des mesures d'interdiction, en particulier dans le contexte de l'état d'urgence, soulevé en 2011, et la nouvelle loi sur les associations, qui réduit la marge d'action des associations de défense des droits de l'Homme. Beaucoup travaillent sans avoir l'agrément requis par la loi sur les associations<sup>43</sup>. De leur côté, les autorités semblent les ignorer, comme l'illustre la réponse de l'Algérie au Comité des travailleurs migrants qui lui demandait de décrire le rôle des ONG dans la mise en œuvre de la convention sur les travailleurs migrants : l'Algérie évoque les associations œuvrant pour la « communauté nationale à l'étranger », mais il n'est aucunement question des associations œuvrant en Algérie pour les migrants subsahariens. Interrogée de nouveau lors de la 12<sup>ème</sup> session du Comité en avril 2010, l'Algérie affirme qu'il n'y a pas d'associations travaillant sur les migrations. Pour la préparation de cette session, la seule institution consultée, en dehors du gouvernement, a été le Conseil consultatif des droits de l'Homme.

Par ailleurs, il n'existe aucune forme de coordination entre les associations. Elles ne communiquent que très peu entre elles, voire pas du tout. A cet égard, le partenariat entre le CISP et la SARP pour la réalisation d'une étude en 2008<sup>44</sup> est une exception, et il faut noter que le CISP est une organisation internationale. La coordination entre les associations

<sup>43</sup> Voir le rapport du REMDH : *Levée de l'état d'urgence en Algérie – Des mesures en trompe l'oeil*, 2012. Voir aussi Me N. Benissad, « A propos de la liberté d'association en Algérie », in *Errabita*, Revue de la Ligue algérienne de défense des droits de l'Homme, 2<sup>ème</sup> trimestre 2009, pp.32-33.

<sup>44</sup> *Les migrants subsahariens en situation irrégulière en Algérie : caractéristiques, profils et typologie*, op. cit.

algériennes est donc au point mort. Dans certains cas, une attitude de méfiance, voire de suspicion, prend le dessus.

- **Le secteur associatif est quasiment inexistant dans le sud du pays, où se trouvent pourtant la plupart des migrants.** Il est en effet très difficile d'intervenir dans le Sud, en particulier dans le contexte marqué par l'état d'urgence, en vigueur depuis 1992, et par la militarisation de cette région du fait de la lutte contre le terrorisme et contre la présence d'Al-Qaïda.

## C.2. Violence à l'égard des femmes migrantes

**Y a-t-il des organisations qui s'attaquent au problème de la violence à l'égard des femmes réfugiées ou migrantes par le biais d'activités de prévention et de réadaptation ?**

Oui

**Signalez quelles sont ces organisations et donnez des exemples de leurs activités :**

L'association SOS Femmes en détresse, à Alger, reçoit des femmes migrantes et leur propose un suivi psychologique.

## D. Rédaction de rapports sur les droits des migrants, des réfugiés statutaires et des demandeurs d'asile

### D.1. Rapports généraux

**Liste des rapports qui se penchent sur les violations des droits de l'Homme dont sont victimes les migrants, les réfugiés et les demandeurs d'asile dans le pays**

**Rapports :**

- Association pour l'Aide psychologique, la Recherche et la Formation (SARP) et Comitato Internazionale per lo Sviluppo dei Popoli (CISP), *Les migrants subsahariens en situation irrégulière en Algérie : caractéristiques, profils et typologie*, équipe de recherche : Khaled Noureddine, Hafdallah Rafika, Gharbi Houria, Adam Carine, Musette Saïb, novembre 2008.
- Comitato Internazionale per lo Sviluppo dei Popoli (CISP) *Réalités migratoire subsahariennes en Algérie*, document écrit par l'équipe CISP-Algérie et ses agents de proximité auprès des migrants, coordination Faïçal Abdel Aziz, 2008.
- Smaïn Laacher, *Violence sans recours ni secours* (titre provisoire). *Le cas des femmes migrantes au cours de leur voyage interdit*, éditions La Dispute, dernier trimestre 2010.
- La Cimade, *Maroc, Algérie, Mali, Sénégal, Mauritanie, pays d'émigration, de transit et de blocage - Etat des lieux de la situation des migrants en 2008*, document d'analyse, novembre 2008.
- *Rapport de l'Algérie au Comité pour les droits des travailleurs migrants des Nations Unies*, CMW/C/DZA/1, 22 juillet 2008.
- *Réponses écrites du Gouvernement algérien concernant la liste des points à traiter (CMW/C/DZA/Q/1) reçues par le Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille à l'occasion de l'examen du rapport initial de l'Algérie au Comité des*

*travailleurs migrants (CMW/C/DZA/1), CMW/C/DZA/Q/1/Add.1, 15 janvier 2010.*

**Revues :**

- *Migrants, Migrance, El Harga*, Revue d'études et de critique sociale, NAQD, n° automne-hiver 2009.
- *Errabita*, revue de la Ligue algérienne de Défense des Droits de l'Homme.

**Articles :**

- Ali Bensaâd, « Les migrations subsahariennes en Algérie », *Rapports de recherche CARIM*, CARIM-RR 2008/01, Robert Schuman Centre for Advanced Studies, San Domenico di Fiesole (FI) : Institut universitaire européen, 2008.
- Hein de Haas, « Irregular Migration from West Africa to the Maghreb and the European Union : An overview of Recent Trends », *IOM Migration Research Series No. 32, 2008*, Genève.
- Azzouz Kerdoun, « Inventaire des institutions nationales et internationales opérant dans le domaine des migrations internationales en Algérie », *Note d'analyse et de synthèse – module juridique, CARIM-AS 2005/04*, Robert Schuman Centre for Advanced Studies, San Domenico di Fiesole (FI) : Institut universitaire européen, 2005.
- Azzouz Kerdoun, « La loi 08-11 sur la condition des étrangers : mutation des règles juridiques algériennes et leur impact sur la migration irrégulière », *Note d'analyse et de synthèse – module juridique, CARIM-AS 2009/06*, Robert Schuman Centre for Advanced Studies, San Domenico di Fiesole (FI) : Institut universitaire européen, 2009.
- Hocine Labdelaoui, « Les étrangers en Algérie : vers la constitution de communautés d'immigrés », *Note d'analyse et de synthèse – module socio-politique, CARIM-AS 2009/04*, Robert Schuman Centre for Advanced Studies, San Domenico di Fiesole (FI) : Institut universitaire européen, 2009.
- Nasr-Eddine Lezzar, « La nouvelle loi algérienne sur le séjour des étrangers : les stigmates de l'état d'urgence et du tout sécuritaire », in *Errabita* (périodique de la LADDH), 1<sup>er</sup> trimestre 2009.

- Saïb Musette, « Le groupe 5+5 : un espace de dialogue durable au niveau de la Méditerranée occidentale ? », dans *International Migration Law and Policies in the Mediterranean Context, Round Table, Sanremo, 15-16 December 2008*, International Organisation for Migration, International Institute of Humanitarian Law, pp 141-156.
- Nadji Safir, « The experience of Algeria », dans *International Migration Law and Policies in the Mediterranean Context, Round Table, Sanremo, 15-16 December 2008*, International Organisation for Migration, International Institute of Humanitarian Law, pp. 172-192.

### **Quelles sont les violations majeures que mettent en lumière les rapports en question ?**

Le durcissement de la répression à l'encontre des migrants en transit ou installés sur le territoire algérien s'est traduit par une augmentation des violations des droits fondamentaux des personnes.

Ces principales violations sont : les arrestations aux faciès, les contrôles d'identités systématiques, la passivité des services de sécurité (gendarmerie et police) vis-à-vis des sévices commis à l'encontre des migrants, les arrestations illégales au sein même des hôpitaux, les viols commis sur les migrantes sans poursuites judiciaires contre les auteurs, les prix des loyers inaccessibles lorsqu'il s'agit de Subsahariens, le pillage des domiciles des migrants du fait de la passivité des services de sécurité, le refus d'accorder des autorisations de travail et de séjour aux Subsahariens, le refus de scolariser leurs enfants, la tenue de procès expéditifs sans interprètes et sans défense, et la malnutrition des enfants et des bébés - tout cela constitue le lot quotidien des Subsahariens.

## **D.2. Violence à l'égard des femmes migrantes**

**Y a-t-il des rapports qui traitent du problème de la violence contre les femmes réfugiées et migrantes dans le pays concerné ?**

Oui

**Dressez une liste des rapports les plus significatifs :**

- Association pour l'Aide psychologique, la Recherche et la Formation (SARP) et Comitato Internazionale per lo Sviluppo dei Popoli (CISP), *Les migrants subsahariens en situation irrégulière en Algérie : caractéristiques, profils et typologie*, équipe de recherche : Khaled Noureddine, Hafdallah Rafika, Gharbi Houria, Adam Carine, Musette Saïb, novembre 2008 : voir

le chapitre IV, intitulé « La migration subsaharienne au féminin ».

- Comitato Internazionale per lo Sviluppo dei Popoli (CISP) *Réalités migratoire subsahariennes en Algérie*, document écrit par l'équipe CISP-Algérie et ses agents de proximité auprès des migrants, coordination Faïçal Abdel Aziz, 2008.
- Smaïn Laacher, *Violence sans recours ni secours* (titre provisoire). *Le cas des femmes migrantes au cours de leur voyage interdit*, éditions La Dispute, dernier trimestre 2010.

**Enumérez les divers types de violence auxquelles font face les femmes réfugiées et migrantes dans le pays :**

D'après les rapports disponibles, on note une féminisation progressive de la migration subsaharienne, ainsi que la présence de plus en plus importante de familles avec enfants.

Les femmes migrantes ont en général un « protecteur », qu'elles appellent leur mari même s'ils ne sont pas mariés. Rencontré en chemin ou une fois en Algérie, ce « protecteur » est parfois très violent, comment l'illustrent bien les témoignages de femmes recueillis par la SARP et le CISP<sup>45</sup>.

Les femmes sont parfois instrumentalisées du fait que, statistiquement, le statut de réfugiés est reconnu plus facilement aux couples et aux familles qu'aux personnes seules, et que les contrôles sont moins systématiques et moins durs pour les familles, les femmes et les enfants.

<sup>45</sup> Voir le chapitre IV, « La migration subsaharienne au féminin » du rapport intitulé Les migrants subsahariens en situation irrégulière en Algérie : caractéristiques, profils et typologie, op. cit.

## Annexe : Principales organisations de la société civile qui œuvrent dans le domaine des migrations et de l'asile

Nom de l'organisation	Statut	Nature des activités/ services	Population cible	Coordonnées
Ligue algérienne de défense des droits de l'Homme LADDH	Association	Plaidoyer, sensibilisation et assistance juridique	Réfugiés, migrants, demandeurs d'asile	5 rue Pierre Viala (Frères Alleg), Sidi M'hamed, Alger Tél : + 213 (0)21 23 80 86 Fax : + 213 (0)21 23 80 86 Email : <a href="mailto:contact@la-laddh.org">contact@la-laddh.org</a>
Syndicat national autonome de la fonction publique SNAPAP	Syndicat autonome	Plaidoyer, sensibilisation assistance juridique	Migrants	48 rue des Aurès (ex-rue de La Bastille), Oran Tél : + 213 41 33 69 48 Mobile : +213 771 535 323
Caritas	Présence tolérée	Orientation et aide matérielle	Réfugiés et migrants	22, chemin d'Hydra - 16030 El Biar, Alger Tél / Fax : +213 (0) 21 52 58 55 E-mail : <a href="mailto:caritas@caritas.dz">caritas@caritas.dz</a>
Médecins du monde MdM	ONG	Accompagnement et aide médicale	Migrants subsahariens	17 Bd Ibn El Khatib, Alger

# FICHE DE RENSEIGNEMENTS : ALGERIE

Réseau Nada	Association	Assistance sociale	Demandeurs d'asile et réfugiés	102 rue Didouche Mourad 16000, Alger Tél / Fax : (021) 74 14 71/0561 66 64 79
Comité international de soutien aux populations CISP	ONG	Ecoute et accompagnement	Migrants	8 rue Semghouni, Kouba, Alger Tél: + 213 21 77 56 71 et 72 Fax : + 213 21 77 56 73 Email: pcpa_algerie@yahoo.fr
Rencontre et Développement	ONG	Ecoute et accompagnement	Migrants	12 bis rue des Frères Meslem, 16000 Alger Tel: +213 61 53 92 73 Fax: +213 21 68 36 00 Email: heuft@ifrance.com
Association pour l'Aide, la Recherche et le Perfectionnement en Psychologie SARP	Association	Prise en charge psychologique pour les personnes en difficulté et en souffrance	Migrants	27 rue du boulodrome Dely Ibrahim, Alger Tél. / Fax : +213 21 91 92 14 +231 21 91 98 26 +213 775 09 03 71 E-mail : sarp.sarp@gmail.com Site Internet : www.sarpsy.com



EURO-MEDITERRANEAN HUMAN RIGHTS NETWORK  
RÉSEAU EURO-MÉDITERRANÉEN DES DROITS DE L'HOMME

الشبكة الأوروبية - المتوسطية لحقوق الإنسان

Vestergade 16 - 1456 Copenhagen K - Danemark  
Téléphone: + 45 32 64 17 00 - Télécopie: + 45 32 64 17 02  
[www.euromedrights.org](http://www.euromedrights.org)

Ce rapport est publié grâce au généreux soutien de la Commission européenne, de l'Agence danoise d'aide au développement international (Danida) et de l'Agence internationale suédoise de coopération au développement (Sida).



Le contenu de ce rapport appartient au Réseau euro-méditerranéen des droits de l'Homme et ne peut en aucun cas être perçu comme reflétant la position de l'Union européenne, de Danida ou de Sida.